

Rapport annuel
2017



L'agriculture
une Opportunité
de développement dans les
 **Amériques**



Rapport annuel de l'IICA 2017

L'agriculture, une opportunité de développement dans les Amériques

Mars 2018

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2018
















Le Rapport annuel de l'IICA 2017 se trouve sous licence [Creative Commons Attribution-CompartirIgual 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/).

Disponible en format PDF sur www.ica.int.

ISBN 978-92-9248-768-3

L'Institut encourage une utilisation légitime de ce document qui ne doit être cité qu'à bon escient, le cas échéant.

Sommaire

MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL	V
NOTE DE SYNTHÈSE	VII
CONCERNANT L'IICA	1
PRINCIPAUX RESULTATS DE 2017	3
 POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRES INSTITUTIONNELS	4
 INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET INSTITUTIONNELLE	6
 SANTE AGRICOLE ET SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SAIA)	7
 DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET ASSOCIATIF DES CHAINES.....	10
 GESTION SOCIALE DES TERRITOIRES	13
 COMPETENCE EN MATIERE DE GESTION INTEGREE DE L'EAU ET D'UTILISATION DURABLE DE LA TERRE	16
 ADAPTATION DE L'AGRICULTURE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ATTENUATION DE LEURS EFFETS ET GESTION DES RISQUES.....	17
 CREATION DE LIENS ET PARTICIPATION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	20
 UNE AGRICULTURE INTENSIVE EN SAVOIR	22
 AUTRES CONTRIBUTIONS	24
GOVERNANCE ET REUNIONS OFFICIELLES.....	25
 LE COMITE EXECUTIF (CE)	25
 LE CONSEIL INTERAMERICAIN DE L'AGRICULTURE (LE CONSEIL).....	26
 REUNIONS OFFICIELLES TENUES EN 2017.....	27
PRINCIPAUX RESULTATS DE LA GESTION INSTITUTIONNELLE.....	29
ANNEXES	33
LISTE DE PROJETS DU FONDS DE PARTICIPATION DE L'IICA POUR LA COOPERATION TECHNIQUE (FONCT) EXECUTES EN 2017	33
34 ACTIONS A REACTION RAPIDE EXECUTEES EN 2017	34
PRODUITS DU SAVOIR DE L'IICA	36
NOMBRE DE BOURSIERS QUI SUIVENT DES ETUDES DE MAITRISE ET DE DOCTORAT DANS LES UNIVERSITES MEXICAINES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE 100 BOURSES CONACYT-IICA (PROMOTION 2017).....	37
SIGLES	38

Message du Directeur général

Le Plan à moyen terme (PMT) de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) pour la période 2014-2018 a pour message principal la reconnaissance de l'agriculture comme une activité créatrice aux nombreuses opportunités.

Ce secteur qui, pour de nombreux de nos États membres, est l'une des principales sources d'emploi et de revenu, fait l'objet de la coopération pour le développement offerte par l'Institut. Grâce à l'expérience accumulée pendant plus de 75 ans, ce dernier doit continuer de générer des biens publics internationaux et de mobiliser de plus en plus de ressources techniques et financières, ainsi que des connaissances, afin de maximiser le développement agricole et le bien-être rural sur le continent.

D'une manière générale, les négociations commerciales avec les pays de la région ont acquis une importance considérable dans le contexte international car, tant l'Amérique du Nord que l'Amérique du Sud, joue aujourd'hui un rôle crucial dans la production et l'exportation de produits alimentaires, alors qu'en même temps il existe une forte demande de ces produits dans le Sud-est asiatique et en Europe.

Cette situation offre de nombreuses opportunités dont les pays peuvent tirer parti afin de devenir les leaders en matière d'innovation agricole, d'intensifier la production agricole de manière durable, de transformer l'Amérique en une grande usine de produits alimentaires transformés, de bioénergies, de probiotiques, de neutraceutiques et de biomatériaux ; de diminuer la dépendance des carburants fossiles, de maximiser l'activité agricole en tant que créatrice d'emplois et de contribuer à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dont souffre plus de la moitié des pays des Amériques.

Pour pouvoir tirer parti de ces opportunités, les objectifs de notre travail doivent être axés sur le développement des zones rurales américaines, qui doivent être envisagées comme des piliers de la résilience, des foyers de progrès, des espaces créateurs de richesse et des sources de ressources naturelles, de savoirs ancestraux et d'emploi digne pour des millions de familles.

Devant le défi que représente le bien-être rural de nos pays, il nous faut absolument agir sur les dimensions de la résilience, de la croissance, de la pérennité de l'agriculture dans les territoires ruraux et de la lutte contre les causes de la pauvreté.

L'IICA possède, dans ces domaines, une expérience approfondie qui vient de loin. Ce rapport annuel 2017 est le reflet des résultats atteints par l'Institut, grâce à ses équipes multithématiques et ses partenaires dans les 34 pays membres.

Le modèle de coopération de l'Institut, qui vise à atteindre des résultats d'excellence, a permis de consolider, avec des ressources propres, un portefeuille de coopération technique fait de cinq projets continentaux, trois projets multinationaux, 34 actions à réaction rapide et douze mécanismes d'intégration régionale. Ce portefeuille a été complété par 196 initiatives nationales et internationales financées à l'aide de ressources externes, d'une valeur de près de 140 millions d'USD, et pour lesquelles une large gamme de partenaires a collaboré, comme l'Union Européenne (UE), des banques multilatérales, des agences de coopération, des centres de recherche internationaux, ainsi que les gouvernements de l'Argentine, du Brésil et du Mexique.

Tous ces efforts ont permis de renforcer les capacités institutionnelles et individuelles dans les secteurs public et privé, de développer la modernisation des services agricoles (santé, vulgarisation, recherche et commercialisation), de promouvoir la compétitivité des chaînes agricoles et le bien-être dans les zones rurales, de consolider les liens entre l'agriculture et l'environnement afin d'augmenter la résilience des systèmes de production et de maximiser l'accès aux marchés des produits agricoles, de plus en plus exigeants en matière de normes sanitaires et de consommation.

Pour toutes ces raisons, les gouvernements, l'université, le secteur privé, la société civile et l'IICA, qui en est l'instrument, doivent se sentir capables de transformer l'agriculture de manière positive, au moyen d'initiatives susceptibles de résoudre les problèmes du programme continental, en cohérence avec les Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

S'il est vrai que les principaux acteurs du développement sont les pays, leurs institutions et les habitants des zones rurales, l'IICA espère aller de l'avant dans son modèle de coopération technique, améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources, réduire la bureaucratie, intensifier les échanges de connaissances et consolider les partenariats stratégiques, pour le bénéfice de l'agriculture des Amériques dans son ensemble.

Pour cette noble organisation, l'année 2018 amorce une nouvelle étape, fondée sur le travail des administrations précédentes dont je souhaite toujours sauvegarder le meilleur. Mon engagement est de positionner l'IICA comme une institution-clé pour le développement rural des Amériques, dans le cadre de la multiplicité des agents de coopération internationale qui existent aujourd'hui.

Manuel Otero
Directeur général

Note de synthèse

L'Institut, qui est un organisme spécialisé du Système interaméricain, a pour mission de promouvoir le développement agricole et le bien-être rural des Amériques. Pour son soixante-quinzième anniversaire, l'année 2017 a apporté une abondante récolte de résultats.

L'IICA a exécuté son programme de coopération au moyen de 54 initiatives, dans lesquelles ont été investies les ressources des quotes-parts inscrites au budget pendant l'année, détaillées ci-après : quatre projets phare (compétitivité des chaînes, résilience et changements climatiques, inclusion et agriculture familiale); une stratégie de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments ; trois projets multinationaux sur l'innovation, les moyens de production biologiques et la valeur ajoutée ; douze mécanismes régionaux d'intégration ; et 34 actions à réaction rapide qui ont pris en charge, dans le domaine national, des situations critiques ou de conjoncture. Un portefeuille de 195 initiatives vient compléter le tout, dont l'exécution annuelle a dépassé les 140 millions de dollars américains, apportés par de nombreux partenaires : des gouvernements, des bailleurs de fonds, les universités et les banques multilatérales.

Les principaux résultats obtenus dans le cadre de ce programme sont les suivants :

- La **modernisation institutionnelle** a été favorisée. Elle comprend des plans, des normes et des propositions de politique publique ainsi que l'amélioration des processus liés aux services agricoles de recherche, de vulgarisation, de santé, de commercialisation et d'information. De même, l'intégration régionale et l'échange de connaissances entre les pays ont été encouragés et pour ce faire, l'IICA a servi de passerelle de coopération Sud-Sud.
- Plus d'une dizaine d'**innovations agricoles** concrétisées avec les institutions publiques, ont bénéficié à un minimum de quinze chaînes de production intéressantes pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ALC), comme celles des biocarburants, des moyens de production biologiques, du café, du cacao, des racines et des tubercules, des céréales de base, du blé et du soja, en plus des machines, équipements et technologies de l'information.
- Les 34 pays membres de l'Institut ont pris en charge, sans délai, **leurs situations phyto et zoo sanitaires**, grâce à leur participation à des réunions internationales, à la création de partenariats public-privé et à des formations portant, entre autres, sur les cadres réglementaires, le *Codex Alimentarius*, et sur les réactions aux urgences causées par les ravageurs et les maladies, et dont plus de 5 000 intéressés ont bénéficié.
- Les capacités de gestion de dix **chaînes agricoles** ont été améliorées dans huit pays, par l'application de critères d'accroissement de la compétitivité, de la durabilité et de l'inclusion, et grâce à l'utilisation d'un ensemble d'instruments mis au point par l'IICA, ce qui a avantagé près de 5 000 acteurs, y compris des fonctionnaires, des chefs d'entreprise et des producteurs.

- Le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, le Mexique, le Pérou et le Surinam, entre autres pays, ont mis en place, de manière participative, des cadres institutionnels et opérationnels qui favorisent le dialogue et la mobilisation politique, le dialogue **territorial inclusif et l'agriculture familiale**. L'importance de cette dernière a été reconnue après que plusieurs organismes internationaux et des gouvernements l'ont soutenue par la déclaration de la décennie de l'agriculture familiale 2019-2028.
- Avec des actions synergiques, l'IICA a mis en œuvre des projets dans au moins dix pays, où les **femmes et les jeunes** ont bénéficié d'initiatives visant à promouvoir leur inclusion et leur épanouissement dans le domaine de l'agriculture.
- Douze pays ont amélioré leurs capacités de planification face aux **changements climatiques** dans le secteur agricole, grâce à la coopération horizontale, aux formations et à l'analyse des processus, tandis que d'autres nations, éprouvées par les ouragans Irma et María, ont formulé des projets de récupération et des stratégies de gestion des risques.
- Les modèles de gestion décentralisée, les systèmes d'indicateurs et la promotion des innovations sont le témoignage de l'expérience des pays et de la capacité de l'IICA de promouvoir une **gestion appropriée des ressources en eau**. Des actions similaires ont été réalisées en matière **d'utilisation durable des sols**, au moyen de solutions comme les plateformes numériques.
- Des milliers d'acteurs ont bénéficié de **programmes de formation** et de la participation aux réunions internationales. Concernant la formation, il y a lieu de souligner que, dans le cadre du programme "100 Bourses CONACYT-IICA", 327 nouveaux boursiers suivent des études de maîtrise et de doctorat dans des universités mexicaines, soit trois fois l'objectif fixé. Aux cours virtuels de l'IICA ont participé 6 643 personnes, tandis que 30 000 personnes ont été formées en cours de groupes organisés avec des institutions mexicaines.
- Parmi les produits du savoir qui facilitent les liens avec des experts et les échanges d'information, on peut citer le [Rapport sur la situation et les perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques 2017-2018](#), l'[Alliance SIDALC](#), le [Réseau Innovagro](#) et la plateforme [Agriperfiles](#).

Comme on l'a dit plus haut, bon nombre de ces résultats répondent à la somme d'efforts déployés avec les États et à la coopération des programmes concertés avec des gouvernements comme ceux du Brésil, du Canada, du Mexique, de l'Argentine et des États-Unis, ainsi que d'autres États d'Europe, d'Asie et d'Océanie. Nos principaux partenaires ont été la BID/FONTAGRO, le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE), le Centre international de recherches pour le développement agricole (CIRAD), l'Institut caribéen de recherche et de développement agricole (CARDI), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale du MERCOSUR (REAF) et d'autres centres de recherche nationaux et internationaux.

Concernant les organes de direction, il y a lieu de souligner que deux candidatures ont été présentées au poste de directeur général 2018-2022, et que le Dr Manuel Otero, de nationalité argentine, a été élu et remplace le Dr Víctor Villalobos, du Mexique.

Enfin, pour ce qui est de la gestion administrative, l'IICA a rempli les différents mandats que lui avaient donnés son Comité exécutif (CE) et le Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil). L'organisation continue de gérer efficacement les fonds, les talents humains et les services, et emploie des méthodes plus rigoureuses de suivi et d'évaluation, conformément à sa culture orientée vers les résultats et l'amélioration constante.

Les détails sur les résultats de la coopération dans les pays, y compris les publications de l'IICA, se trouvent sur www.iica.int.

Concernant l'IICA

En 2017, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a fêté son soixante-quinzième anniversaire, en tant qu'organisme spécialisé du Système interaméricain chargé de "stimuler, promouvoir et appuyer les efforts que déploient les États membres en vue d'assurer le développement agricole de leur pays et le bien-être de leurs populations rurales grâce à une coopération technique internationale d'excellence".

Cette tâche est orientée vers la vision suivante :

"Atteindre une agriculture interaméricaine compétitive, inclusive et durable qui alimente le continent et le monde, tout en créant des opportunités de diminuer la faim et la pauvreté chez les producteurs et les habitants des territoires ruraux".

Tous nos services et nos produits, qui visent à bénéficier à nos 34 pays membres, favorisent le renforcement du caractère institutionnel public, la création de propositions modernes de politiques et la mise en œuvre d'actions et de projets innovants destinés à améliorer la productivité agricole, à accroître les opportunités commerciales des chaînes agricoles, à promouvoir le bien-être et l'inclusion des territoires ruraux et à tirer le meilleur parti possible de la gestion du savoir et de la formation de talents humains.

Le travail de l'IICA se résume à fournir à ses pays membres onze contributions :

1. Renforcement des capacités des États membres à l'échelon national, régional, plurinational et continental afin de mettre au point des politiques publiques et des cadres institutionnels qui améliorent la productivité et la compétitivité de l'agriculture, la gestion des territoires ruraux, l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
2. Mise en œuvre, par le biais d'institutions publiques et privées, de processus d'innovation technologique, institutionnelle et commerciale visant à accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture, ainsi que la production de denrées alimentaires de première nécessité d'une haute qualité nutritionnelle.
3. Accroissement des capacités des secteurs public et privé d'assurer la santé agricole et la sécurité sanitaire des aliments et, par conséquent, l'amélioration de la productivité, de la compétitivité et de la sécurité alimentaire.
4. Renforcement des capacités entrepreneuriales et associatives des différents secteurs des chaînes agricoles.
5. Consolidation des capacités des acteurs des zones rurales, notamment de ceux de l'agriculture familiale, en matière de gestion sociale territoriale, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être dans les zones rurales.

6. Développement des capacités des acteurs des chaînes agricoles et des zones rurales en matière de gestion intégrée de l'eau et d'utilisation durable du sol pour l'agriculture.
7. Augmentation de la capacité des institutions publiques et privées pour encourager et mettre en œuvre des mesures d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets ainsi que pour accélérer la gestion intégrale des risques dans l'agriculture.
8. Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle des États membres.
9. Meilleure utilisation des espèces autochtones, des cultures prometteuses et des ressources génétiques locales qui ont un potentiel alimentaire pour les producteurs et les consommateurs.
10. Renforcement des capacités institutionnelles afin de diminuer les pertes alimentaires et de matières premières, tout au long des chaînes agricoles.
11. Consolidation des capacités de création de liens et de participation des États membres aux réunions internationales et autres mécanismes d'échange de connaissances et de mobilisation de ressources pertinentes pour l'agriculture interaméricaine.

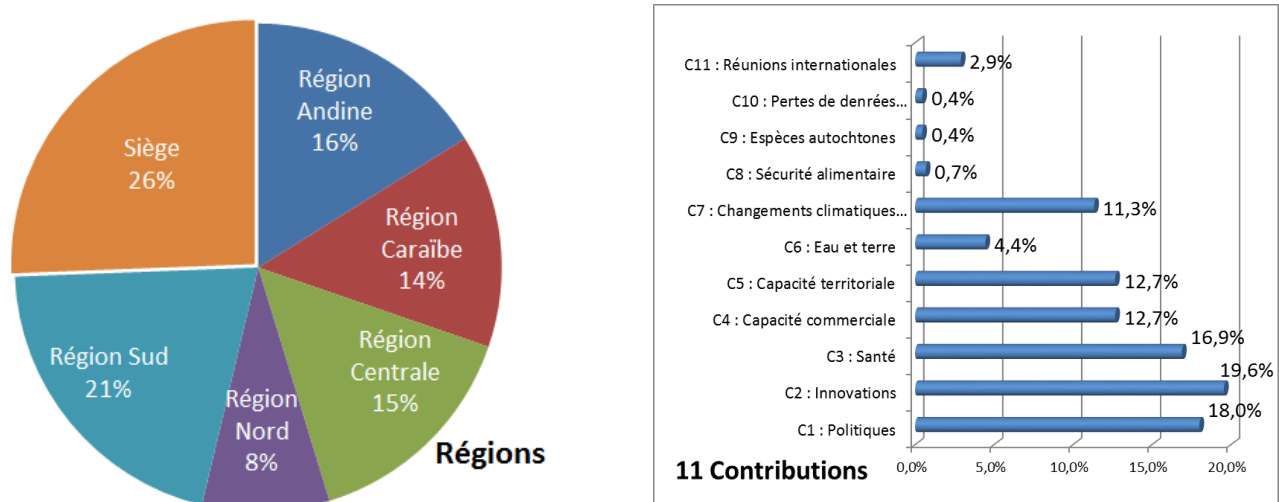
Le Siège de l'IICA se trouve à San José, au Costa Rica. L'Institut possède en outre des représentations dans les capitales de chacun de ses pays membres et un Bureau permanent pour l'Europe, en Espagne. Depuis le 15 janvier 2018, le Directeur général de l'IICA est le Dr Manuel Otero, un vétérinaire argentin, qui dirige une équipe continentale de plus de 300 professionnels experts en agriculture et en vie rurale.

Principaux résultats de 2017

En 2017, l'année de son soixante-quinzième anniversaire, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a consolidé les efforts de modernisation vers une organisation axée sur l'obtention de résultats, au moyen des actions programmées en matière de coopération technique dans les 34 États membres. Ceci a été mis en œuvre avec la participation de dizaines de partenaires régionaux et mondiaux, ce qui a permis d'exécuter plus de 195 initiatives financées à l'aide de ressources externes d'une valeur supérieure à 140 millions d'USD.

À l'aide de ressources propres, il a été possible de poursuivre pendant une troisième année, les projets phares (concernant les chaînes agricoles, l'agriculture familiale, l'inclusion sociale et la résilience), la stratégie en matière de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments, trois projets multinationaux financés par le Fonds de coopération technique (FonCT)¹, 12 mécanismes régionaux d'intégration² et 34 actions à réaction rapide à des urgences ou à des questions de conjonctures intéressant les États membres.

Figure 1. Répartition des résultats escomptés par région et par contribution.



Travailler dans l'optique d'obtenir des résultats a permis de mieux orienter le programme de coopération de l'IICA et a facilité les processus d'évaluation institutionnelle, pour lesquels de meilleurs critères ont été appliqués en vue d'une amélioration continue et d'un bon rendement de l'institution. L'Institut s'est engagé à obtenir 793 résultats escomptés, dont les objectifs ont été atteints à 85.10 %.

¹ Cinq projets initiés dans le passé à l'aide de ressources du Fonds ont été relancés, afin de pouvoir améliorer certains de leurs résultats. Au total, en 2017, huit initiatives ont reçu l'aide du Fonds.

² Il s'agit des secrétariats que l'IICA exerce au sein d'instances liées à l'innovation agricole, comme la CIAB, le PROMECAFE, le PROCISUR, le PROCINORTE et le PROCITROPICOS; les conseils vétérinaires et de santé végétale de la région Sud (CVP et COSAVE) et les conseils agricoles d'Amérique Centrale et du Sud (CAC et CAS, respectivement), entre autres.

Comme le montre la figure 1, des résultats ont été obtenus sur tout le continent et dans les domaines des 11 contributions définies par l'IICA en vue d'appuyer ses États membres. Ceci est bien la preuve du rôle de protagoniste que joue l'Institut en tant qu'organisme international de soutien à l'agriculture et à la vie rurale des Amériques.

Voici, pour 2017, le détail des principaux succès liés à ces 11 contributions :

Politiques publiques et cadres institutionnels

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a favorisé l'application de bonnes pratiques et des méthodologies d'élaboration, de suivi et d'évaluation des politiques, programmes et projets en vue d'une gestion publique fondée sur des faits et des résultats. Pendant plusieurs années il a été un noyau de coopération régionale, conformément au mandat donné par les ministres du Conseil agricole du Sud (CAS) et du Conseil agricole d'Amérique Centrale (CAC), pour prendre en charge, avec les pays membres, les priorités régionales, particulièrement dans le domaine de la promotion de politiques publiques régionales et de la production de biens publics régionaux en matière de commerce, développement rural, santé animale et végétale et sécurité sanitaire des aliments, pérennité de l'agriculture et de l'agriculture familiale.

L'IICA a apporté ses connaissances techniques pour l'élaboration de stratégies d'innovation et de vulgarisation des institutions publiques, y compris diverses actions de formation en planification, leadership et méthodologies de travail, en Argentine³, au Belize, au Brésil⁴, au Chili⁵, au Costa Rica, en El Salvador, à la Grenade, au Guatemala, au Mexique⁶, au Nicaragua, au Paraguay, au Pérou, en République Dominicaine et en Uruguay.

Au Pérou, des propositions ont été élaborées et approuvées pour la mise en œuvre de la Plateforme des services agraires du secteur agriculture et irrigation du Plan de modernisation de la gestion publique du secteur, comme des moyens de renforcer l'action du ministère de l'Agriculture. Par ailleurs, grâce au dialogue entre la Présidence de la République du Panama, le ministère de l'Agriculture et les leaders des principales organisations de chaînes de valeur de l'agro du pays, des recommandations ont été appliquées en vue d'une politique d'État qui développe la productivité et favorise un secteur moderne et inclusif. L'IICA a coordonné et dirigé la Première rencontre nationale pour la modernisation de l'Agro panaméen, qui a permis, entre autres, de

³ L'IICA a contribué à la gestion de politiques publiques agroalimentaires et a coopéré aux programmes nationaux d'aide à la valeur ajoutée dans l'agroalimentaire (PROCAL III) et de reconversion et diversification des zones de production de tabac (PRAT).

⁴ Avec le gouvernement brésilien et des organismes multilatéraux qui financent cinq nouveaux projets en cours, un total de 20 millions d'USD des ressources externes a été mobilisé pour l'agriculture familiale, la sécurité alimentaire, l'inclusion productive, l'eau, les marchés publics, les technologies sociales et le développement rural.

⁵ Cours de certification des compétences des agents de vulgarisation, qui a bénéficié à plus de 1 000 agents de La Araucanía et Los Ríos.

⁶ Événements de formation en analyse et évaluation de politique publique, protection phytosanitaire, développement territorial et registre agraire.

disposer des éléments nécessaires à la mise en œuvre du label Panamá Exporta, d'encourager les exportations et d'ouvrir des bureaux commerciaux à l'extérieur.

Les quatre pays suivants ont progressé dans la mise au point de politiques publiques différenciées pour l'agriculture familiale, grâce à des événements participatifs de dialogue et de débat :

- En Colombie, le document “Lineamientos estratégicos de política pública para la agricultura campesina, familiar y comunitaria” a été mis au point et utilisé comme base du projet de Loi pour l'économie paysanne et l'agriculture familiale.
- Au Guatemala le document “Lineamientos estratégicos para el fortalecimiento de la agricultura familiar y la inclusión en Guatemala”, a été élaboré et présenté aux autorités du pays.
- Au Honduras, c'est la Stratégie nationale pour l'agriculture familiale 2018-2030, qui a été présentée publiquement et qui est en cours de négociation afin d'être incluse dans le Programme du gouvernement.
- Au Pérou, la Loi N° 30355 de Promotion et de développement de l'agriculture familiale ainsi que son règlement ont été promulgués, de même que la Stratégie nationale de l'agriculture familiale (ENAF).

L'Institut a contribué à améliorer les conditions des systèmes nationaux d'innovation, et particulièrement leurs services d'assistance technique et de vulgarisation rurale (ATER), du Belize, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela, ce qui a permis à ces pays de consolider leurs cadres institutionnels et leur encadrement technique. Au Paraguay et au Venezuela, on a commencé à mettre en œuvre des stratégies de renforcement institutionnel, après avoir appliqué l'outil de l'IICA “Rendement, vision et stratégie” (DVE) aux services de l'ATER. Au Belize, le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de la Sylviculture et de l'Environnement possède une stratégie pour la modernisation du service national d'innovation et de vulgarisation ; et en Uruguay, le profil des professionnels de l'ATER pour l'agriculture familiale a été mis au point et validé de manière participative.

Partenariat IICA-USDA en vue de consolider les systèmes d'information sur les marchés

Dans 33 pays membres de l'Organisation de l'information sur les marchés des Amériques (OIMA), l'IICA a coopéré, avec l'aide du gouvernement des États-Unis, à consolider les capacités des systèmes d'information sur les marchés agricoles (SIMA) en matière de collecte, stockage, analyse et diffusion de l'information sur les marchés agricoles. En 2017, sur le nuage a été créée la base de données de l'OIMA en vue de la gestion, du stockage et de la diffusion de l'information sur les prix agricoles, ce qui bénéficie aux SIMA d'Antigua et Barbuda, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Costa Rica, de la Dominique, de la Grenade, de la République Dominicaine, de Saint-Christophe-et-Nevis, de Sainte Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines. En outre, un cours virtuel (en anglais et en espagnol) a été mis à la disposition des techniciens des SIMA et au public en général, ce qui constitue un important instrument de renforcement des capacités d'analyse des prix agricoles et qui inclut aussi le Manuel de renforcement des capacités techniques en analyse de base des prix agricoles pour la prise de décisions.

Dans 13 pays d'Amérique Latine, des fonctionnaires des entités publiques et privées prestataires de services ont actualisé leurs connaissances en matière de stratégies pour rapprocher l'offre et la demande de services de soutien à l'agriculture familiale. Par exemple, l'Équateur, El Salvador, le Honduras, le Paraguay, le Pérou et le Venezuela, ont progressé dans l'élaboration de stratégies en vue de faciliter l'accès d'organisations de l'agriculture familiale à ces services, par le biais de leurs ministères de l'Agriculture, des autorités locales et des organisations non gouvernementales (ONG).

Innovation technologique et institutionnelle

L'IICA a favorisé la mise en œuvre d'au moins dix options technologiques pour innover dans les processus de production primaire et de transformation, dans neuf chaînes : les fleurs au Paraguay ; le cacao, la palme, le lait, la viande bovine et la chayotte au Costa Rica ; la noix de cajou au Honduras et le cacao et le café au Panama. Citons d'autres innovations :

- **Moyens de production biologiques :** Les institutions publiques dominicaines ont renforcé leur Système général d'évaluation, d'enregistrement et de contrôle suivi des moyens de production biologiques commerciaux à usage agricole, des inoculum et des pesticides biologiques, grâce à un manuel de procédures. En Argentine, la Chambre argentine des moyens de production biologiques a été renforcée ainsi qu'une stratégie concertée de développement.
- **Café :** Le Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café (PROCAGICA), financé par l'Union Européenne (UE), a permis de créer une plateforme régionale de recherche dans le cadre du Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture (PROMECAFÉ), avec les acteurs de sept pays qui travaillent à la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'intensification de la recherche sur la surveillance des races de rouille du café. En outre, le PROMECAFE réalise, en collaboration avec le World Coffee Research, une évaluation complexe et ambitieuse des 33 meilleures variétés de café du monde. En Jamaïque, nous avons participé à la mise au point d'un système d'alerte précoce pour la gestion de la rouille dans les communautés du Blue Mountain.
- **Cacao et café :** Au Pérou, 500 unités de petits agriculteurs utilisent des séchoirs solaires pour le café et le cacao à Cajamarca, San Martín et Puno ; c'est là le résultat du projet Fonds d'accès durable des énergies renouvelables thermiques, financé par le Projet Énergie, développement et vie (Endev Perú) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).
- **Patate douce :** À Barbuda, 22 producteurs ont reçu une formation à la construction de pièges à charançons à l'aide de matériaux recyclés, tandis qu'en Jamaïque, l'efficacité des agents de lutte biologique contre cet insecte a pu être vérifiée, grâce à la collaboration du ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture et de la Pêche (MICAF).
- **Haricots secs :** La production de 11 400 familles auxquelles avaient été remises 206 tonnes de semences de haricot de variétés améliorées, a été augmentée avec le

soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de l'Université de l'État du Michigan.

- **Pomme de terre** : Dans le cadre du Programme de recherche et de technologie agricoles pour la région Nord (PROCINORTE), des stratégies ont été définies pour la gestion de la maladie de la tache de la pomme de terre au Mexique, engendrée par une alphaproteobactérie.
- **Blé et soja** : Le capital semence apporté par le Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR) a permis de jeter les bases physiologiques et génétiques des réactions du blé et du soja aux contraintes biotiques et abiotiques et de relancer l'échange de matériel entre les pays du Cône Sud.

L'IICA a facilité l'échange de connaissances avec les instituts nationaux d'innovation agricole (INIA) afin de mettre en œuvre des technologies qui permettent l'utilisation industrielle et énergétique de la biomasse en vue d'une diversification productive et d'ajouter une valeur agroindustrielle. Deux documents sur l'innovation en biodiesel et biokérosène ont été publiés et un accord a été signé avec le secteur privé en vue de promouvoir l'application du savoir technico-scientifique pour engendrer la pérennité des biocarburants et des biomatériaux.

Le PROCISUR dispose d'un [catalogue régional de machines et d'équipements](#) pour l'agriculture familiale dans les pays du Cône Sud, qui tente de fournir, de manière souple et simple, de l'information sur ce type d'équipements disponibles en Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay et en Uruguay.

À Saint-Christophe-et-Nevis, l'Institut a aidé à créer une innovation commerciale. Il s'agit d'un marché en ligne d'agriculteurs, qui facilite le commerce électronique de 40 producteurs et transformateurs enregistrés auprès des consommateurs, comme les hôtels et les supermarchés, dont les retombées sont de meilleures ventes, de plus gros revenus et des liens commerciaux certifiés. Enfin, la coopération Sud-Sud a permis de développer, au Guyana, des systèmes à bas coût de production hydroponique dans les écoles, les collèges et l'université du pays.

Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments (SAIA)

L'IICA a aidé les pays qui exportent des produits alimentaires vers les États-Unis à respecter les conditions fixées par la Loi américaine de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments (FSMA). Avec l'appui du Service agricole extérieur (FAS) du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), des ateliers ont été organisés en Colombie, El Salvador, au Guatemala, au Paraguay, au Pérou et en République Dominicaine ; 178 instructeurs leaders ont été formés en application de la norme des contrôles préventifs des aliments destinés aux humains, qui, à leur tour, ont formé plus de 1 600 professionnels. Grâce à la participation à des événements nationaux, plus de 70 acteurs, d'Argentine et du Brésil ont pu renforcer leurs capacités en matière de respect de la FSMA.

De la même manière, 185 professionnels de sept pays ont été formés à la norme sur la sécurité sanitaire des produits frais au moyen d'ateliers organisés dans les Caraïbes, en Colombie, au Guatemala, au Pérou et en République Dominicaine. Cette initiative a permis que les pays disposent, à l'échelon local, de ressources humaines techniquement formées pour aider les entreprises exportatrices à respecter cette norme.

Au moins 50 représentants des services phytosanitaires officiels de 25 pays ont amélioré leurs connaissances techniques grâce à trois réunions régionales sur les normes et les principales questions phytosanitaires. Les capacités de 30 délégués des services vétérinaires nationaux et de 200 agents du secteur privé de 12 pays ont ainsi pu être renforcées en matière d'évaluation de l'impact économique sur la santé animale, de lutte contre la fièvre aphteuse, de médicaments vétérinaires et de normes liées à la sécurité sanitaire des aliments.

Le Nicaragua, pays intéressé par les questions phytosanitaires émergentes susceptibles d'affecter la production agricole du pays et son commerce, a reçu la coopération de l'USDA et de l'IICA afin d'améliorer les compétences des fonctionnaires de l'Institut de protection et de santé agricoles (IPSA) dans le domaine de la protection phytosanitaire, notamment pour l'application de normes internationales pour l'inspection et la certification phytosanitaires.

De même, plus de 350 acteurs, 70 institutions et 20 pays des Amériques, en particulier, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Chili, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine et l'Uruguay, ont eu accès à de l'information et ont augmenté leurs connaissances en matière de médiation des conflits et de communication des risques en matière de SAIA.

L'Institut a consolidé les capacités techniques de santé végétale dans les Amériques grâce aux actions suivantes : a) la promotion, dans dix pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, de politiques et de pratiques d'échantillonnage et d'inspection harmonisées et fondées sur la science ; b) le renforcement des capacités techniques en matière de gestion des risques de 52 évaluateurs et gestionnaires des risques, tous fonctionnaires des organisations nationales de protection phytosanitaire (ONPF) de 16 pays d'Amérique Latine ; et c) l'organisation d'ateliers en vue d'examiner les projets de normes phytosanitaires et d'en renforcer la mise en œuvre, auxquels ont assisté plus de 50 participants de plus de 25 pays.

L'interaction de l'IICA et du Comité vétérinaire permanent (CVP) ainsi que du Comité de santé végétale (COSAVE) du Cône Sud, a contribué à ce que leurs pays membres de la région Sud atteignent les objectifs proposés. En particulier, le COSAVE et les pays qui en font partie (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou et Uruguay) ont amélioré leurs capacités techniques pour mettre en œuvre une surveillance phytosanitaire générale et spécifique et ils disposent d'un système informatique qui leur permet de systématiser l'information et de la partager avec la région.

Le COSAVE et les ONPF d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay ont amélioré leur capacité de prévenir et de gérer les ravageurs émergents et résurgents ; ils ont approfondi leurs connaissances sur les conséquences des changements climatiques sur le comportement, la dynamique démographique et la répartition des ravageurs dans la région, et sur les modèles prévisionnels qui lient ces facteurs aux conditions climatiques changeantes ; et ils ont identifié des lignes de recherche susceptibles d'apporter l'information nécessaire aux analyses de risque des ravageurs. En outre, ils ont identifié des lignes d'action en vue d'améliorer la réaction et l'adaptation aux changements climatiques, en liaison avec le comportement et la répartition des ravageurs.

Par ailleurs, el CVP et les services vétérinaires officiels d'Argentine, du Brésil, de Bolivie, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay possèdent des connaissances et la méthodologie nécessaires pour définir un plan national de surveillance antimicrobienne conforme à leur réalité et aux normes internationales (OMS/PANAFTOSA, OIE). En outre, les pays membres du CVP disposent d'une méthodologie qui leur permet de réaliser des évaluations économiques de leurs programmes sanitaires et de définir la stratégie d'intervention la plus appropriée.

Dans le cadre du projet *Greater Caribbean Safeguarding Initiative*, l'IICA a œuvré avec le Service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux (APHIS) de l'USDA, au renforcement des capacités techniques dans la région des Caraïbes afin de lutter contre les maladies de *Musa* et de prendre en charge les situations sanitaires engendrées par les mouches du fruit et le charançon rouge du palmier, ainsi que de développer et créer des normes internationales et de coordonner des actions dans le domaine régional. Plus de 200 personnes de 15 pays des Caraïbes, membres de l'IICA ont bénéficié de ces initiatives. En Jamaïque, la coopération Sud-Sud avec le Mexique, le Pérou, le Costa Rica et le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) a amélioré les capacités institutionnelles pour gérer la *moniliasis* du cacao.

En Argentine, en Bolivie et au Paraguay, l'IICA a contribué au renforcement des capacités de prévention et de contrôle de la résurgence de la *Schistocerca cancellata*. Le Plan régional de lutte contre cet insecte met l'accent sur la formation, la surveillance, la recherche, les méthodes de lutte et, y compris sur la mobilisation d'experts internationaux et l'incorporation de technologies de dernière génération. Des actions similaires ont cherché à intégrer des critères et à échanger des connaissances sur l'escargot géant africain, le Huanglongbing (HLB) et la *Lobesia botrana*.

Avec l'aide de l'USDA/APHIS et d'*Animal Word Protection*, l'Institut a consolidé les capacités des pays pour préparer et gérer des plans de réaction aux urgences sanitaires, grâce à l'organisation d'ateliers au Chili (20 participants) et en République Dominicaine (30 participants). En outre, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des ateliers se sont tenus au Guatemala et au Nicaragua pour préparer des plans d'urgence, auxquels ont participé des personnes du Costa Rica, d'El Salvador et du Belize.

Le Service national de qualité et de santé animale (SENACSA) du Paraguay a mis en œuvre, avec le soutien de l'IICA, le Programme national de brucellose, grâce auquel le pays investit près de 400 000 USD dans l'éradication de cette maladie du bétail bovin et caprin.

Environ 15 événements techniques, ateliers et conférences ont eu lieu, avec la participation de 2 262 personnes de tout le continent, afin de traiter les questions de l'élaboration de programmes de santé animale, d'études et d'application aux maladies des volailles, des porcins et des bovins, de traçabilité et de zoonoses parasitaires. Ces programmes ont offert des solutions innovantes, comme des guides méthodologiques pour l'évaluation économique des programmes de santé animale, la mise au point de programmes sanitaires et la mise en œuvre des plans nationaux de résistance antimicrobienne. De même, au Costa Rica, un manuel technique sur la culture du cacao et d'autres bonnes pratiques agricoles dans la production de fraises a été rédigé.

Dans le but plus large d'appuyer le renforcement des services de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, l'IICA a commencé à proposer les outils de DVE sous forme virtuelle, afin d'en faciliter l'application et d'en élargir la couverture. La version virtuelle de l'outil de sécurité sanitaire des aliments a été utilisée pour la première fois en 2017 en Bolivie et au Chili, avec un retour d'information de la part de 143 et 400 professionnels respectivement.

Avec l'Ohio State University, l'IICA s'est positionné dans le domaine de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de surveillance intégrée de la résistance antimicrobienne (RAM) dans la chaîne agroalimentaire, après avoir organisé trois ateliers en Colombie, en Équateur et au Paraguay et offert la coopération aux pays du CVP pour la formulation d'une stratégie de RAM.

Développement commercial et associatif des chaînes

L'IICA a aidé à améliorer les capacités de gestion, la compétitivité, la durabilité et l'inclusion dans dix chaînes agricoles⁷ de huit pays, grâce à la création et au renforcement d'espaces de collaboration et à la mise au point de plans stratégiques et commerciaux, entre autres instruments. Une méthodologie de gestion des chaînes a également été adoptée, qui aborde simultanément les aspects économiques, environnementaux, sociaux et institutionnels.

L'Institut a renforcé les capacités d'au moins 825 acteurs de 23 pays afin qu'ils puissent établir des liens commerciaux avec les secteurs des exportations de produits agricoles et de l'agritourisme ; il a développé des schémas de commercialisation, consolidé les services de soutien au renfort des capacités agroexportatrices et encouragé le développement d'espaces d'échanges entre les pays dans les chaînes des cultures maraîchères, florales et du cacao. Il a aussi favorisé la création de liens entre l'agriculture et le secteur du tourisme dans les Caraïbes ; il a appuyé l'organisation de

⁷ Café et cacao au Panama, ovins et floriculture au Paraguay, fruits en El Salvador, lait de chèvre à Trinité et Tobago, volailles au Venezuela, cultures maraîchères en Argentine, patate douce en Jamaïque et cacao au Pérou.

foires du café et du cacao au Panama ; il a promu l'application de méthodologies comme "Un pueblo, un producto" (OVOP) au Costa Rica et élaboré et mis en œuvre des stratégies de valeur ajoutée et de commercialisation de produits laitiers de chèvre à Trinité et Tobago et des sous-produits de la noix de cajou au Honduras.

Par ailleurs, la coopération offerte par l' IICA pour le renforcement de 48 chaînes agricoles dans 21 pays a permis d'améliorer les capacités et d'actualiser les connaissances de 730 agents de 145 institutions en matière de gestion d'entreprise et de commerce, d'associativité et de valeur ajoutée. L'Institut a, en outre, contribué au développement des capacités d'innovation technologique de plus de 2 600 agents de 230 institutions, particulièrement en production de caprins à Trinité et Tobago, de production de fleurs au Paraguay, de patate douce en Jamaïque, en bonnes pratiques agricoles et diminution des pertes dans la chaîne des produits maraîchers en Argentine, en production de cacao au Costa Rica, de fruits en El Salvador, en bonnes pratiques de transformation et de sécurité sanitaire des aliments au Honduras, en lutte contre les ravageurs et les maladies du cacao et du café au Pérou, en communication des risques en Uruguay, en conception et évaluation économique de programmes sanitaires en Amérique du Sud, en sécurité sanitaire des aliments d'origine animale en Uruguay, en bonnes pratiques de vulgarisation dans la région Sud et en résistance antimicrobienne au Venezuela, en Uruguay et au Paraguay, entre autres domaines.

L'Institut a organisé la réunion sur "L'avenir du commerce agroalimentaire dans la région Nord : La voix des producteurs", qui a réuni des intervenants et des participants du Canada, des États-Unis et du Mexique pour promouvoir le dialogue politique sur l'avenir de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) et son lien avec le secteur privé des trois pays.

Par ailleurs, des institutions publiques et privées, l'université et des organisations de producteurs tirent parti des stratégies et des bonnes pratiques que l'IICA encourage afin de lier les petits producteurs aux marchés locaux en utilisant le modèle d'agro-industries du commerce équitable. Au Costa Rica, 25 fonctionnaires et associés de Coopevictoria R. L. (café), Agroatirro R. L. (canne à sucre) et PROBIO (ananas bio) ainsi que 42 fonctionnaires et associés de Coobana R. L. (banane) et Cocabo R. L. (cacao) du Panama ont amélioré leurs capacités en valeur ajoutée et gestion associative et commerciale, grâce à leur participation à des ateliers et tournées d'échanges.

Grâce à l'aide de l'Institut, les ministères de l'Agriculture et du Travail du Paraguay et le ministère de l'Agriculture, ainsi que des entités financières et des ONG d'El Salvador disposent du guide " Modélisation d'entreprises pour les jeunes des zones rurales " (MEJOR), qui a été validé comme un document d'orientation pour le développement de projets et de plans d'affaires dans les territoires ruraux. En outre, à Trinité et Tobago, au Surinam et à Sainte Lucie, les organisations des jeunes agriculteurs ont pu améliorer leurs processus productifs, commerciaux et administratifs, ce qui leur a permis d'accroître l'efficacité de leurs entreprises.

Avec le Centre international de la pomme de terre (CIP) et l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes (CARDI), deux propositions communes en matière de gestion du matériel génétique, de l'amélioration génétique, des technologies de production et d'amélioration des chaînes de valeur des racines et tubercules dans la région de la Caraïbe, ont été élaborées et présentées aux organismes bailleurs de fonds.

On peut citer d'autres résultats dans le domaine des chaînes :

- **Volailles** : La chaîne avicole vénézuélienne a tiré parti d'un ensemble d'instruments et de méthodologies d'approche participative de l'IICA en vue de mettre en œuvre un programme de garantie de qualité.
- **Abeilles** : L'Institut a confirmé son soutien à l'utilisation de ruches Perone comme un moyen d'augmenter la production de miel à la Grenade, au Guyana, à Saint-Christophe-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et au Surinam. Au Chili, les capacités en matière d'associativité, de gestion des risques et de formulation de plans de développement territorial des apiculteurs affectés par les incendies dans la région d'El Maule, ont été renforcées.
- **Agriculture bio** : L'IICA a contribué à consolider les capacités institutionnelles de 19 pays membres de la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique (CIAB) et de l'Espagne, au moyen de formations en compétitivité et accès au marché mondial des produits bio. En outre, il a favorisé l'amélioration des cadres réglementaires et des politiques publiques en vue développer l'agriculture biologique.
- **Chèvres** : À Trinité et Tobago, l'Institut a organisé plusieurs réunions de formation qui ont permis que 35 producteurs membres de la *Goat and Sheep Society* accroissent leur capacité de produire du lait de qualité et remplissent les conditions d'emballage et d'étiquetage. L'IICA a également prôné l'utilisation de plantes fourragères locales.
- **Café** : Dans le cadre d'une action de coopération Sud-Sud, des techniciens du Costa Rica, de l'IICA et du CATIE ont terminé une évaluation du secteur café en Dominique et ont présenté aux autorités les recommandations stratégiques en vue de développer cette activité dans le pays.
- **Fleurs** : Des techniciens du MAG, producteurs et industriels floricoles du Paraguay, se sont formés en utilisation de technologies productives, en innovation, commercialisation et coordination des petits producteurs de la chaîne. On a également participé au développement du Bureau de compétitivité de la chaîne floricole de ce pays.
- **Fruits** : L'IICA a fourni des conseils pour la création d'une marque collective de neuf coopératives de fruiticulture d'El Salvador qui regroupent 462 membres.
- **Élevage** : En Jamaïque, avec un financement privé, il a été possible d'améliorer la diversification des fermes d'élevage grâce à des systèmes de sylvo-pastoralisme et agro-forestiers plus efficaces et durables.
- **Légumes** : En Argentine, dans la province de Corrientes, on a renforcé les capacités de sept institutions et de 262 agents des organisations de producteurs de la chaîne horticole.
- **Mangue** : Après la bonne récolte de 2016 à Saint-Christophe-et-Nevis, l'occasion s'est présentée de mécaniser les opérations afin d'ajouter de la valeur aux excédents.

Une dépulpeuse a permis aux producteurs de garantir le produit pendant la saison touristique, de réduire la main d'œuvre et d'augmenter les bénéfices.

- **Brebis noire** : On a contribué avec des ressources du Haut-Commissaire de Nouvelle Zélande, à renforcer les capacités des producteurs de brebis en matière de reproduction et de gestion des troupeaux, à la Barbade.
- **Racines et tubercules** : À Sainte Lucie, pour soutenir Massy Stores Inc. et le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de la Planification, des Ressources naturelles et des Coopératives, la production locale et ses liens avec les marchés au détail ont été encouragés fin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'importation de racines et tubercules.

Enfin, le Programme continental de renforcement des capacités commerciales et associatives a été mis au point et neuf manuels ont été produits sur la question.

Gestion sociale des territoires

Grâce aux espaces interinstitutionnels de dialogue et d'influence politique promus par l'IICA, les capacités ont été renforcées au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Guyana, au Honduras, au Mexique et au Surinam en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres institutionnels, normatifs et opérationnels, susceptibles de favoriser le développement inclusif de l'agriculture et des territoires ruraux.

Ceci a permis de positionner les politiques et les actions d'inclusion dans l'agriculture et les territoires ruraux comme une dimension stratégique du programme político-institutionnel des pays membres de l'Institut. En Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala et au Honduras, des progrès ont été réalisés en matière de consolidation de politiques et d'instruments dans le but de promouvoir une stratégie de développement inclusif. De même, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Guyana, au Honduras, au Mexique, en République Dominicaine et au Surinam, des initiatives économiques inclusives ont été mises en œuvre, qui ont été capable de répondre aux demandes des groupes exclus choisis.

Créer des opportunités pour les femmes rurales

Les femmes, en milieu rural, sont un des groupes démographiques cible du plan de travail de l'Institut. Citons quelques-unes des réussites de la coopération technique offerte par l'IICA afin de renforcer les capacités de ce groupe et de créer des opportunités de développement :

- **Antigua** : En collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dans le cadre du projet *Solar Energy as an Innovation in Agro Processing* (L'énergie solaire : une innovation des traitements des produits agricoles), il a été possible d'améliorer les capacités manufacturières du Réseau de femmes productrices rurales d'Antigua et Barbuda (ANBNROP). Le ministère de l'Éducation a reçu également un soutien pour que des groupes de femmes puissent tirer parti de la culture du manioc et de la patate douce pour faire du pain.
- **Bahamas** : Six groupes de femmes ont reçu une formation en planification stratégique et en élaboration de projets susceptibles de leur permettre d'accéder à des ressources nationales et internationales.

- **Canada** : Avec des partenaires canadiens, un projet visant à créer des opportunités pour les femmes productrices de cacao au Pérou et en République Dominicaine a été mis au point grâce à la valeur ajoutée à leur production.
- **Chili** : Collaboration avec l’Institut de développement agricole (INDAP) pour consolider le Bureau national de la femme rurale.
- **El Salvador** : 24 femmes de Ciudad Mujer Usulután et de Morazán ont reçu une formation en méthodologie des Escuelas de Campo.
- **Haïti** : Dans le département du Sud, 100 femmes d’une organisation locale ont reçu une formation professionnelle en renforcement organisationnel et en production animale.
- **Sainte Lucie** : Le Réseau des femmes productrices rurales de Sainte Lucie (SLNRWP) a lancé la première organisation communautaire productrice de cacao, qui a bénéficié à 20 femmes chefs d’entreprise et de micro usines de traitement.
- **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** : Avec la FAO, l’IICA a contribué au renforcement des capacités de gouvernance, de planification et de gestion de trois entités dirigées par des femmes.
- **Surinam** : 22 femmes productrices ont réussi à augmenter leurs connaissances en matière d’utilisation des outils informatiques 2.0 pour la promotion et la vente des produits du Réseau des femmes productrices rurales du Surinam (SUNRWP). En outre, sept produits agro-industriels dérivés du manioc (céréales, sauces, pulpes et pains) ont été lancés sur le marché.
- **Venezuela** : Avec l’aide de l’Institut, les réseaux socialistes d’innovation productive de café et de cacao de l’État de Mérida ont fait des propositions en vue de réduire les écarts dus au genre et d’améliorer la participation des femmes dans les organisations communautaires.

L’Institut a encouragé le développement agricole et rural des territoires suivants :

- Andros, aux Bahamas
- Régions Brunca et Central, au Costa Rica
- Caquetá, Cundinamarca et Meta, en Colombie
- Esmeraldas, Galápagos et Pichincha, en Équateur
- Territoire autochtone Q’eqchi’ et Estor, au Guatemala
- Région Rupununi, au Guyana
- Belén Gualcho et Yeguaré, au Honduras
- Territoires du Barú, Santa Fe, Río de Jesús et Mariato, au Panama
- États de Carabobo, Táchira, Mérida, Zulia, Barinas et Miranda, au Venezuela
- Nord-Est du Paraguay (départements de Concepción, San Pedro, Caaguazú et Canindeyú)⁸.

L’IICA a aidé la Jamaïque à partager son expérience dans la lutte contre le vol des terres, une situation qui affecte les territoires ruraux de Trinité et Tobago, de la Barbade, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et du Guyana. Plusieurs ateliers, organisés conjointement par le Secrétariat de la communauté des Caraïbes (CARICOM) et les gouvernements de ces pays, ont permis de définir un ensemble de recommandations et d’actions nécessaires afin de faire face à ce problème.

⁸ Projet d’amélioration de l’agriculture familiale paysanne et autochtone du Nord-Est (contrat FIDA-IICA).

En Colombie, grâce au Programme de formation-action de l'IICA "Libérons les énergies locales", ont été améliorées les capacités d'organisation, l'habilitation et les conditions de vie de 60 personnes des groupes exclus (femmes, paysans sans terre, anciens combattants et jeunes).

Coup de projecteur sur l'agriculture familiale

L'Assemblée générale des Nations Unies a officialisé la Décennie de l'Agriculture familiale (2019-2028), déclaration rendue possible grâce à l'appui et au travail des organisations internationales comme la FAO, l'IICA, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC). À l'IICA nous avons reconnu l'importance de l'agriculture familiale dans les Amériques, c'est pourquoi notre travail s'est axé sur :

- L'aide apportée à la Colombie, au Pérou, au Honduras et au Guatemala pour leurs stratégies pour le développement de l'agriculture familiale (AF).
- Les échanges de connaissances à partir des expériences de la **Corporation colombienne de recherche agricole (CORPOICA)** et de l'**Entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA)** sur les méthodologies innovantes en vue de pallier les écarts de production et de qualité de l'AF.
- L'innovation dans les **institutions argentines qui appuient l'AF**, au moyen d'études portant sur les innovations institutionnelles dans les coopératives agricoles, du manuel de facilitateurs de processus d'innovations commerciales et du site web www.comercializacionaf.org.
- L'application de la **méthodologie d'analyse et de mesure de la durabilité socioproductive et environnementale des fermes**, testée en Équateur, au Pérou, au Paraguay et au Guatemala, où 225 petits agriculteurs de onze communautés rurales ont amélioré leurs capacités en matière de systèmes de production durable.
- L'évaluation, avec les ministères de l'agriculture et les ONG, au Honduras, en El Salvador et au Nicaragua, et avec les ministères de l'Agriculture, les directions régionales et les ONG du Pérou, d'Équateur et de Sainte Lucie, de la **méthodologie des rencontres associatives**, qui a permis d'améliorer les capacités de gestion associative et entrepreneuriales des organisations de l'AF et leurs liens commerciaux avec les marchés.
- La diffusion, avec les ministères de l'Agriculture et d'autres partenaires, au Paraguay, au Honduras et en Uruguay, des bonnes pratiques de gestion et la promotion de propositions en vue de la mise en œuvre de **stratégies pour la différenciation et l'ajout de valeur des produits de l'AF** ; au Paraguay il a été possible de mettre en œuvre un plan pilote pour l'application du label de l'AF dans les chaînes de supermarchés.
- L'officialisation, dans le cadre du partenariat avec le marché commun du Sud (MERCOSUR), la Réunion spécialisée pour l'agriculture familiale (REAF) et l'IICA, du **Programme régional d'échanges et de création de capacités autour des services de santé et de sécurité sanitaire des aliments et de l'agriculture familiale**, qui tente d'augmenter les capacités des autorités et des techniciens du secteur public et des leaders des organisations familiale afin d'améliorer la santé et la sécurité sanitaire de leurs produits.
- Célébration du **Forum de dialogue sur les politiques publiques pour la petite production**, afin de débattre de cette question avec les décideurs, les techniciens et les leaders de l'AF de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de Trinité et Tobago, de Jamaïque, d'Haïti et du Guyana et de documenter la caractérisation, les dynamiques et les stratégies de production de l'AF dans les Caraïbes.

L'IICA a contribué à la création de savoir grâce à l'élaboration d'un ensemble de documents de réflexion, méthodologiques et pédagogiques, y compris 12 cahiers de travail sur l'inclusion et 8 fascicules de réflexion méthodologiques et pédagogiques. Il a aussi conçu et mis en service le Système de gestion stratégique pour le développement territorial et l'agriculture familiale (SiGET), consolidé en une plateforme pour le débat et l'échange d'expériences et de savoir sur ces questions.

Compétence en matière de gestion intégrée de l'eau et d'utilisation durable de la terre

L'IICA a conçu et validé auprès des autorités de l'Équateur, un modèle de gestion décentralisée et des modalités de vulgarisation pour l'agriculture d'irrigation, très importante comme modèle de référence pour d'autres processus de gestion des eaux en Amérique Latine.

Plus de 11 000 agriculteurs et entrepreneurs ruraux des zones semi arides brésiliennes ont eu accès à un ensemble de connaissances, d'innovations et de bonnes pratiques en technologie sociales pour le recyclage des eaux usées et pour la récupération des sources et des eaux souterraines, dans le cadre du programme SEMEAR, qui reçoit l'appui du FIDA et de l'IICA. Dans le cadre de la coopération offerte au ministère de l'Intégration nationale pour l'exécution de son Plan national de récupération des barrages (PLANERB), le diagnostic de 164 barrages a été réalisé dans les États d'Alagoas, de Bahía, de Ceará, de Maranhão, de Minas Gerais, de Paraíba, de Paraná, de Piauí, de Río de Janeiro, de Rio Grande do Norte, de Rio Grande do Sul, de Santa Catarina et de Sergipe. De même, avec le gouvernement brésilien et la Banque mondiale, les bases ont été jetées pour la définition d'une politique nationale de recyclage des effluents sanitaires traités au Brésil.

Programme de l'Eau pour la vie, IICA-Nestlé Venezuela

L'IICA a participé au développement d'un système d'indicateurs pour évaluer le volume de consommation de l'eau et sa qualité, ainsi qu'à la définition d'actions en vue de réduire la consommation et d'améliorer la qualité de l'eau dans des localités des États d'Aragua et Lara. On a, en outre, favorisé le renforcement des capacités de 40 facilitateurs et promoteurs des programmes *Nutrir* et *Escuela del Sabor* en matière de conservation, d'utilisation, de qualité et de gestion de ce précieux liquide, ainsi que la sensibilisation de 350 fonctionnaires de Nestlé et acteurs communautaires sur ces questions.

Dans la région Caraïbe, on note la formation de 21 fonctionnaires et entrepreneurs privés à la construction de réservoirs de ferrociment pour la récolte et le stockage de l'eau d'irrigation agricole ; cette formation a été réalisée dans le cadre du programme de travail commun de l'IICA et de la FAO à Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Par ailleurs, au Surinam, 635 résidents de six communautés ont réussi à avoir accès à l'eau potable, grâce à l'installation de systèmes de collecte de l'eau de pluie, financés par l'*Australian Aid*, et à installer des systèmes de démonstration de micro arrosage goutte à goutte et d'aspersion à *Weg naar Zee* ; ces systèmes ont été financés par le Programme mondial d'adaptation aux changements climatiques.

Concernant l'utilisation durable des sols, grâce à un processus participatif dirigé par l'IICA, il a été possible de renforcer, dans les Caraïbes, les capacités techniques de récupération des sols dégradés, en utilisant de la matière organique, et en respectant ainsi les objectifs mondiaux sur la désertification et la dégradation des sols. Au Guyana, par exemple, plusieurs expériences faites sur les sols ont montré la nécessité d'un ajout de charbon, de manière optimale, afin d'améliorer les propriétés chimiques et physiques des sols dégradés. Par ailleurs, en Jamaïque, grâce à un partenariat public-privé, on a évalué quatre types de compost sur des terres exploitées pour l'extraction de la bauxite et on a introduit l'application sur les téléphones intelligents AgriNeTT Soils développée à Trinité et Tobago et qui permet de décrire instantanément les caractéristiques des types de sols.

L'Institut a dirigé le zonage agroécologique des pâturages de la région Centre-Sud d'Uruguay, réalisé dans le cadre du Bureau de l'élevage sur champ naturel, et il a contribué à l'élaboration de politiques de conservation productive.

Au Costa Rica, la plateforme numérique d'accès libre aux données sur les sols du pays, développée conjointement avec le Centre de recherches agronomiques (CIA) de l'Université du Costa Rica (UCR), l'Institut national d'innovation et de transfert de technologie agricole (INTA) et l'Association costaricienne des sciences du sol (ACCS), réunit 1 500 profils de sols et plus de 360 000 données sur les sols du pays, y compris des données sur les sols du Couloir sec d'Amérique Centrale. Cette plateforme, qui est susceptible d'être élargie avec des données des sols de la région centraméricaine, est un bien public considérable pour l'Amérique Latine où l'accès aux données libres est restreint, car elle offre une information de qualité, sur la taxonomie et les propriétés physiques et chimiques des sols, qui a servi à créer des cartes de carbone organique, à réaliser des recherches dans le secteur de la canne à sucre et à développer plusieurs applications.

Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, atténuation de leurs effets et gestion des risques

Dans 12 pays⁹, les capacités de planification pour l'adaptation aux changements climatiques (ACC) ont été développées dans le secteur agricole, à l'aide de cours de formation, d'accompagnements techniques et d'échanges Sud-Sud. Une analyse participative a été faite des processus de conception, mise en œuvre et évaluation des instruments de planification pour l'ACC de l'agriculture en Amérique Centrale et en Amérique du Sud ; et les défis, les enseignements tirés et les domaines d'opportunités ont été identifiés et sont disponibles dans la publication [“Planificando para la adaptación al cambio climático en la agricultura: análisis participativo del estado actual, retos y oportunidades en América Central y Sur”](#). Nous avons aussi collaboré avec le ministère de l'Agriculture et des Ressources marines des Bahamas au développement de la politique sectorielle d'ACC ; un processus de projets à l'épreuve du climat a été mis au point avec l'Institut national de technologie agricole (INTA) de l'Argentine et l'Unité

⁹ Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Argentine, Chili, Colombie, Paraguay, Uruguay, Pérou et Bahamas.

de gestion des risques du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) du Paraguay a été modernisée.

Dans le cadre du projet Piñón de Manabí pour les Galapagos, exécuté par l'IICA avec le ministère de l'Électricité et de l'Énergie renouvelable (MEER) de l'Équateur, on a planté 174 108 pieds de clôture vive en pin sur 220 km, ce qui a permis de capter 1 024 t de CO₂ et de produire plus de 9 500 gallons d'huile végétale. Au Mexique, on a conçu et développé le Programme de changement climatique et de production agroalimentaire 2018-2030, conjointement avec la GIZ et les institutions publiques et privées nationales.

Le Forum caribéen sur l'agriculture intelligente face au climat, dont les sessions ont eu des retombées à Antigua et Barbuda, aux Bahamas, à la Barbade, au Belize, à la Dominique, à la Grenade, à Sainte Lucie, à Saint-Christophe-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, au Surinam et à Trinité et Tobago, a fait la promotion de technologies innovantes, des bonnes pratiques et des stratégies nécessaires pour créer la résilience dans les systèmes de production, peaufiner les concepts sur les changements climatiques et trouver des ressources financières.

L'IICA a réorienté ses efforts budgétaires et techniques vers la récupération de la capacité de production dans les îles des Caraïbes dévastées par les ouragans Irma et María en septembre 2017. Les différentes équipes de spécialistes de l'Institut dans les états de la Caraïbe orientale, ont coordonné les actions d'évaluation et de développement de projets de récupération, ce qui a permis de faire un premier pas vers le débat sur une stratégie de gestion des risques et des catastrophes dans cette région. Le Forum caribéen sur l'agriculture intelligente face au climat sera un instrument clé pour fonder ce débat et convenir d'actions en matière de gestion des risques et des catastrophes en 2018.

L'expérience du café

Grâce au PROCAGICA, financé par l'UE, des unités de production pour le modèle café ont été établies en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. Elles regroupent 1371 ha, où sont appliqués des modèles technologiques pour la production durable visant à augmenter la productivité et les revenus des familles productrices. En partenariat avec le CATIE, le CAC et le Centre de coopération international de recherche agronomique pour le développement (CIRAD), des accords ont été établis en vue de renforcer la capacité de la région en matière de conception et de mise en œuvre de politiques, programmes et mesures en vue d'améliorer l'adaptation, la capacité de réaction et la résilience du secteur du café.

On dispose en outre d'un diagnostic des systèmes de transfert de technologie et de matériels de vulgarisation au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et en République Dominicaine¹⁰, ainsi que d'un plan régional pour le

¹⁰ Le PROCAGICA a renforcé les capacités de 429 producteurs de café de sept provinces de la République Dominicaine.

renforcement des systèmes nationaux d'alerte précoce de la rouille du café, coordonné avec les institutions nationales responsables du secteur café en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, avec les instituts météorologiques nationaux et le PROMECAFE. Ce dernier est un acteur clé dans le secteur caféier centraméricain qui coordonne les efforts de recherche afin d'améliorer la productivité, de diminuer les coûts de production et d'accroître la qualité. Le PROMECAFE a organisé le 23ème Symposium latino-américain de caféiculture ; il a consolidé les relations de coopération avec la FAO, le CAC, l'Organisme international régional de Santé agricole (OIRSA), le World Coffee Research (WCR), les Catholic Relief Services et le Programme de certification UTZ, entre autres. Le Mexique est maintenant incorporé comme pays partenaire du programme.

L'expérience du riz

Au Chili et au Venezuela des parcelles de validation du Système intensif de culture du riz (SICA) ont été installées et 134 personnes formées à son utilisation. Ce système augmente la résilience devant les changements climatiques, la productivité et la rentabilité pour les producteurs, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans la production du riz. Les actions ont été mises en œuvre avec les institutions nationales de recherche agricole qui élaborent des plans de travail afin d'assurer le suivi de l'utilisation du SICA, après des résultats prometteurs (par exemple, des rendements de 11+ t/ha dans les parcelles où a été appliqué le SICA et 2+ t/ha sur les parcelles témoin). Cette initiative a un effet de levier sur les actions d'un projet financé par le Fonds régional de technologie agricole (FONTAGRO) dirigé par l'IICA et qui vise à adapter, valider et promouvoir le SICA comme instrument pour que les petits producteurs de riz de Colombie et de République Dominicaine¹¹ s'adaptent aux changements climatiques.

L'IICA a également mis à la disposition des pays les autres produits suivants :

- L'observatoire de gestion intégrale des risques et des assurances agricoles des Amériques, lancé en partenariat avec l'Association latino-américaine pour le développement de l'assurance agricole (ALASA) et la Fédération interaméricaine des compagnies d'assurances (FIDES), a été consolidé comme centre d'information et d'analyse.
- Un cours à distance de gestion intégrale des risques pour l'Amérique Latine (deuxième édition), auquel ont participé, depuis 2016, plus de 460 personnes de 15 pays, qui est donné en partenariat avec l'ALASA, la FIDES, la Banque mondiale (BM), le Centre d'Études de gestion des assurances et des risques (GESER) de l'Université de São Paulo, au Brésil, et des universités d'Argentine, de Colombie et du Paraguay.
- Une plateforme interactive en ligne pour appuyer l'élaboration, l'évaluation et la mise en œuvre de programmes et de plans nationaux de bonnes pratiques agricoles et environnementales pour une agriculture résiliente, ainsi que pour promouvoir la

¹¹ 150 producteurs et techniciens dominicains ont été formés à l'application de cette nouvelle technologie.

formulation de politiques publiques en la matière. Cette plateforme a été conçue et mise en opération par l'IICA et l'EMBRAPA, avec la participation du Brésil, du Costa Rica et du Honduras.

Les capacités d'au moins 3 422 professionnels des Amériques ont été améliorées sur plusieurs thèmes : la gestion intégrale des risques, l'application de systèmes d'information géographique (SIG) à la gestion durable des sols, l'irrigation fertilisante et les bonnes pratiques pour une utilisation efficace de l'eau et la conservation des sols, le développement de plans sectoriels d'adaptation, l'utilisation du SICA, les services écosystémiques, les moyens de production biologiques, les risques sanitaires et phytosanitaires associés aux changements climatiques, les sécheresses et la gestion de l'eau, les changements climatiques dans la chaîne de valeur du café, les images géo spatiales pour le suivi et l'alerte précoce en cas de sécheresse et d'inondations, la prise en charge des animaux pendant les catastrophes, la sécurité hydrique et l'intensification durable des systèmes agricoles, entre autres.

Création de liens et participation aux réunions internationales

Plus de 1 700 acteurs et agents de développement de 132 institutions publiques et organisations agricoles des 34 pays membres de l'IICA ont renforcé leurs connaissances sur les normes internationales de l'utilisation des pesticides et l'enregistrement des denrées alimentaires, la négociation et la gestion d'accords internationaux agricoles, les règles d'origine, la solution des controverses, la santé agricole et la sécurité sanitaire des aliments, les bonnes pratiques agricoles, le commerce et la sécurité alimentaire, entre autres thèmes, grâce à leurs liens et à la participation à des réunions internationales comme les réunions du Comité de l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité MSF) de la même organisation, du MERCOSUR et du *Codex Alimentarius*.

L'IICA est devenu un partenaire stratégique des pays de la région pour l'utilisation des forums du Système multilatéral du commerce, en particulier les réunions du *Codex Alimentarius*. À la suite de la participation des pays membres de l'Institut à ces réunions, on assiste à un développement des négociations et de l'approbation des normes internationales qui ont un impact sur le commerce des pays et sur la santé des consommateurs. L'IICA a fourni 49 bourses afin que les représentants de 22 pays membres puissent participer à neuf réunions différentes des comités du *Codex Alimentarius*.

Les gouvernements des États-Unis et du Canada ont collaboré pour que l'Institut favorise le renforcement des capacités des pays en vue d'une meilleure utilisation des réunions multilatérales, en particulier pour ce qui est de la participation de plus de 70 représentants de 17 pays à chacun des colloques du *Codex*. En outre, quatre pays membres solides sur les questions en rapport avec le *Codex*, ont offert leur soutien à cinq autres pays, grâce au programme de jumelage mis en œuvre par l'IICA afin d'encourager la communication et l'échange de critères techniques avant chaque réunion du *Codex Alimentarius*.

Les représentants des ONPF de 17 pays d'Amérique Latine, d'organisations observatrices (COSAVE, CAN, OIRSA, IICA) et du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) ont participé à l'atelier de la CIPV pour l'Amérique Latine, co-organisé par l'IICA. Ils y ont appris à analyser les projets sur les normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), à formuler des commentaires sur les projets NIMP de 2017, à construire les capacités phytosanitaires, à améliorer leur savoir en matière d'activités de la CIPV et à échanger des expériences à l'échelon régional. Cette activité a permis aux pays d'Amérique Latine d'influencer les projets NIMP, en défendant leurs intérêts nationaux et régionaux, d'améliorer leur capacité technique de prévention de l'arrivée de ravageurs et de négocier leurs exportations agricoles.

Par ailleurs, des représentants de 29 pays des Amériques ont assisté à une réunion, la première du genre, en vue d'harmoniser leurs positions en matière de santé animale et de renforcer leur participation au processus de mise au point des normes internationales de l'Organisation internationale de la santé animale (OIE). La réunion a permis d'éclaircir le processus de révision des normes et a créé un espace de comparaison des perspectives et de définition des positions communes qui permettront à la région d'avoir une influence accrue sur le vote des normes. Les pays des Amériques ont présenté, pour la première fois ensemble, cinq positions pendant l'Assemblée mondiale des délégués de l'OIE.

Il a été possible de consolider le programme de coopération avec des partenaires stratégiques, comme en témoignent les succès suivants :

- Dans le cadre du PROMECAFE, le Programme régional d'appui aux projets de promotion de la consommation interne de café en Amérique Centrale, en République Dominicaine, en Jamaïque et au Pérou, a été approuvé. Ce programme reçoit le soutien institutionnel et financier de l'Organisation internationale du café (OIC).
- Grâce au Forum mondial pour la recherche agricole (GFAR), des fonds ont été obtenus de l'UE pour le projet *Strengthening FORAGRO Capacity as a Multi-Stakeholder Regional Forum on Research and Innovation for Development*. À la suite de cela, le Forum des Amériques pour la recherche et le développement technologique agricole (FORAGRO) dispose d'un modèle de gouvernance qui garantit la représentativité et l'inclusion d'acteurs continentaux, y compris une assemblée de membres, un statut et un comité de direction et des domaines de cibles prioritaires identifiées pour les actions futures.
- Le Système de l'intégration centraméricaine (SICA) et ses huit pays membres ont reconnu l'aide fournie par l'IICA à travers l'accord IICA-CAC, financé par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et par l'Agence andalouse de coopération internationale pour le développement (AACID) par le biais du Fonds España SICA.
- On a géré la mise en œuvre du Plan recteur de l'agriculture de la région occidentale du Panama, conçu par l'Institut et financé par la Banque de développement de l'Amérique Latine (CAF), qui va bénéficier directement à 15 000 producteurs. Un

plan semblable est exécuté dans la région d'Azuero, qui bénéficiera directement à 8 000 autres producteurs du pays.

- Un projet d'une valeur de 2,3 millions d'euros, avec l'UE, l'Association des producteurs de bananes du Belize et l'Université du Belize, a été négocié avec succès ; il vise à augmenter la productivité des fermes bananières du pays.
- Le projet "Intensification durable des systèmes d'élevage avec des plantes légumineuses : Plateforme de coopération latinoaméricaine et caribéenne " a été approuvé ; il sera financé par le FONTAGRO et le PROCISUR et les contreparties seront les instituts nationaux de recherche agricole des pays participants ; avec ce projet, des pays du Cône Sud, l'Équateur, le Nicaragua et la République dominicaine collaboreront afin d'améliorer les systèmes d'élevage grâce à une alimentation de légumineuses fourragères.
- L'appel d'offre du FIDA pour le projet "Gestion du savoir pour l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques " (INNOVA-AF) a été attribué à l'IICA. Ce projet, d'une valeur de 3,1 millions d'USD couvrira huit pays et son exécution démarrera au premier semestre de 2018. Le CATIE et le CIRAD participeront au projet en qualité de partenaires de l'IICA.
- Au Honduras, le Programme rural durable pour la région Sud (EMPRENDESUR), le FIDA et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (SAG) ont approuvé la proposition technique de l'initiative pour la formation de leaders "Libérons les énergies locales " et la systématisation des expériences, pour un montant de 84 500 USD ; le programme débutera pendant le premier trimestre de 2018.
- La consolidation du FORAGRO a été lancée grâce à une étude prospective et les programmes de travail ont été définis et ils tiennent compte et la collaboration avec le CATIE et le CARDI, afin de créer des opportunités qui permettent de coordonner la coopération technique de l'Institut et les mécanismes d'intégration régionale.

Des partenariats se sont également formés avec l'USAID, la REAF, le CATIE, la FAO, le FIDA, le CARDI, le CIRAD, le CIP, la Banque interaméricaine de développement (BID), le Centre technique de coopération agricole et de développement rural (CTA), le Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP) et la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), des dizaines d'universités de tous les pays des Amériques et les agences de coopération d'Allemagne, d'Espagne, d'Australie, du Mexique et du Canada.

Une agriculture intensive en savoir

Les progrès de l'IICA en matière de promotion d'une agriculture intensive en savoir sont de plus en plus visibles au moment où, pour la troisième année consécutive d'exécution du projet des bourses mis en œuvre avec le Conseil national de science et de technologie du Mexique (CONACYT), l'objectif fixé du nombre de professionnels ayant reçu une bourse a triplé. En 2017, le nombre d'étudiants de spécialité, de maîtrise et de doctorat en agriculture s'est élevé à 327 boursiers. Ce qui a été complété avec plus de 6643 participants aux différents cours du Campus virtuel IICA. Plus de 30 000 personnes ont participé à des activités de formation de l'Institut, y compris aux activités réalisées en collaboration avec des institutions sociales.

Le Canada a dirigé le Programme d'assistance de stages, qui a doté six chercheurs et stagiaires de ressources pour étudier la lutte contre les espèces envahissantes et la sécurité alimentaire dans des communautés autochtones du Mexique.

Les ministres de l'Agriculture et d'autres acteurs de l'agriculture ont eu accès à l'information actualisée sur la situation de l'agriculture et de la vie rurale dans les Amériques, grâce à un rapport commun de la FAO, de la CEPAL et de l'IICA sur ces questions et au lancement de la plateforme www.agrirural.org.

L'Institut a apporté son soutien à 27 demandes de formation en biotechnologie et en biosécurité, provenant de 14 pays, ce qui porte à 2 500 le nombre de personnes de différents secteurs qui ont eu accès à une information scientifiquement validée sur la question, à ses applications et à ses conséquences.

Dans le cadre du Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (Red INNOVAGRO), appuyé par l'IICA, ont eu lieu des rencontres, des dialogues, des échanges d'information, des échanges techniques, des activités de gestion du savoir, grâce auxquelles les résultats suivants ont été obtenus :

- Renforcement des capacités de plus de 15 000 personnes grâce à des cours de masse en ligne ouverts (MOOC) sur l'innovation et la sécurité alimentaire, des cours et des ateliers pour les acteurs du secteur vinicole, des séminaires internationaux virtuels et en salle, un diplôme de gestion de l'innovation et une maîtrise en sécurité alimentaire .
- Élaboration d'un plan stratégique pour le développement des capacités dans le secteur vinicole mexicain, comme réaction au retour du Mexique dans l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV).
- Organisation du 4^{ème} Concours du Prix INNOVAGRO, auquel ont participé 43 innovations technologiques, institutionnelles, sociales et mixtes. Les institutions lauréates ont été les suivantes : EMBRAPA (Brésil), pour un système d'intelligence stratégique ; le Collège de troisième cycle (COLPOS) du Mexique, pour un programme de collecte de l'eau pour l'Amérique Latine et les Caraïbes ; la coordination de la recherche et du développement (CID) de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), pour le développement et la commercialisation du premier fongicide biologique 100 % mexicain ; et l'Agence de gestion agraire et halieutique d'Andalousie, pour un observatoire des prix et des marchés.
- Réalisation de tournées technologiques de vulgarisateurs mexicains détachés en Argentine et au Brésil, organisées par l'INTA et l'EMBRAPA, respectivement, pour analyser les nouveaux modèles de vulgarisation rurale, dans le but de détecter les pratiques utiles susceptibles d'être incorporées au Mexique et de contribuer à améliorer la compétitivité des producteurs nationaux.
- Organisation de la VII^{ème} Rencontre des membres du réseau INNOVAGRO au siège de l'IICA et de la VI^{ème} Assemblée INNOVAGRO.

Autres contributions

La coopération technique de l'IICA a contribué à promouvoir la sécurité alimentaire, l'utilisation des espèces autochtones et la diminution des pertes de denrées alimentaires. Distinguons les activités suivantes :

- La promotion, avec le CARDI à Trinité et Tobago, d'un plan d'action pour la sécurité alimentaire, au moyen d'un matériel végétal de meilleure qualité pour les cultures comme le coco, les agrumes, l'avocat et le fruit à pain.
- Achèvement du processus de diffusion de la méthodologie d'évaluation des chaînes agroalimentaires en vue d'identifier les problèmes et les projets (MECA). En particulier, 30 professionnels des secteurs public et privé d'Argentine ont été formés à cette méthodologie. Le document "Approche intégrale sur les pertes de denrées alimentaires dans la chaîne des légumes verts à feuilles de la Ceinture verte de la ville de Corrientes" a également été mis au point.
- Renforcement des connaissances de 1 500 représentants de l'agriculture familiale, techniciens et autorités de 13 pays d'Amérique Latine en matière de savoirs locaux et de pratiques traditionnelles, afin d'encourager l'utilisation des espèces ayant un potentiel alimentaire, et en méthodes d'augmentation de la productivité et de la durabilité de leurs systèmes de production et d'amélioration de la commercialisation de leurs produits.
- Achèvement, dans le cadre du Programme coopératif de recherche, développement et innovation agricoles pour les tropiques (PROCITRÓPICOS), de la caractérisation des ressources génétiques et de la promotion des systèmes de patrimoine agricole.

Les détails des plus de 300 actions réalisées dans les domaines nationaux par l'IICA dans tous ses pays membres se trouvent sur le lien suivant : www.iica.int.

Gouvernance et réunions officielles

Le Comité exécutif (CE)¹²

Le CE a tenu sa Trente-septième réunion ordinaire les 18 et 19 juillet 2017, à San José, au Costa Rica, et a adopté plusieurs accords.

- Le CE a approuvé le [Rapport annuel de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture \(IICA\)](#) de 2016, qui résume les principales activités de coopération réalisées par l'Institut pendant cette année-là.
- Conformément à la résolution n° 615 de la Trente-sixième réunion ordinaire du CE (2016), un rapport a été présenté sur la relation entre l'IICA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le CE convient de convoquer une réunion extraordinaire à la veille de la Dix-neuvième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil).
- Le CE a recommandé que le Conseil approuve le Budget des dépenses 2018 et que le directeur général présente, à la prochaine réunion du Comité, une proposition de programme-budget pour 2019, alignée sur le Plan à moyen terme (PMT) de l'Institut pour la période 2018-2022.
- Les états financiers de l'IICA pour 2016 ont été accueillis avec satisfaction, ainsi que le rapport des commissaires aux comptes, et il a été souligné que ces documents attestent de la bonne gestion des ressources financières et qu'ils respectent la norme institutionnelle.
- Le rapport sur le recouvrement des quotes-parts versées annuellement par ses États membres a été présenté et Madame Ana Marissa Díaz Román, du Panama, a été nommée membre du Comité de révision de la vérification (CRV) pour la période 2018-2023.
- Le CE a accueilli avec satisfaction les rapports biennaux du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) et de l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes (CARDI) correspondants à la période 2015-2016, et a appelé à poursuivre le renforcement de la mise en œuvre d'actions de coopération commune avec ces organismes.

Par ailleurs, lors de la Trente-septième réunion ordinaire du CE, les deux candidats au poste de Directeur général de l'IICA pour la période 2018-2022, M. Manuel Otero, d'Argentine et M. Carlos Furche, du Chili, ont présenté leurs propositions de travail, conformément aux normes de l'institution.

¹² Le Comité réunissait les États membres suivants : Antigua et Barbuda, l'Argentine, la Colombie, le Costa Rica, la Dominique, l'Équateur, les États-Unis, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay et Sainte Lucie.

En outre, le 24 octobre 2017 s'est tenue la Première réunion extraordinaire du CE¹³, à San José, au Costa Rica, au cours de laquelle a été réexaminée la question du renforcement de la coopération conjointe de l'IICA et de la FAO. Le CE a appuyé la signature d'un Protocole d'accord entre les deux institutions et la présentation au Conseil d'un projet de résolution dans ce sens.

Le Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil)

La Dix-neuvième réunion ordinaire du Conseil¹⁴ s'est tenue les 25 et 26 octobre 2017, à San José, au Costa Rica, sous la présidence de Monsieur Luis Felipe Arauz, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage du Costa Rica. Madame María Lourdes Cruz, Directrice des relations internationales du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, de la Pêche et de l'Alimentation (SAGARPA) du Mexique, en a été le rapporteur.

L'élection du directeur général de l'IICA pour la période 2018-2022 s'y est déroulée et Monsieur Manuel Otero, d'Argentine a été élu.

En outre, plusieurs accords ont été adoptés sur les thèmes suivants :

- *Politique institutionnelle et services de coopération technique* : Le rapport intitulé "Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : un regard sur l'Amérique Latine et les Caraïbes 2017-2018", élaboré conjointement par la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), la FAO et l'IICA, a été présenté, ainsi qu'un rapport sur la gestion de l'IICA pendant la période 2010-2017 et le CE a été autorisé à approuver, à sa prochaine réunion, le PMT de l'Institut pour la période 2018-2022.
- *Signature d'un Protocole d'accord entre la FAO et l'IICA* : Le directeur général adjoint et représentant régional de la FAO pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Monsieur Julio A. Berdegué, et le directeur général de l'IICA, Monsieur Víctor M. Villalobos, ont signé un protocole d'accord entre les deux institutions afin d'intensifier les actions communes de coopération. Ce protocole définit les actions coordonnées dans des domaines importants pour les États membres, comme : a) le couloir centraméricain de la sécheresse, b) le processus de paix en Colombie et c) le développement agricole et rural des Caraïbes. Par la résolution n° 508, le Conseil demande au directeur général de l'IICA de procéder à la mise en œuvre opérationnelle du protocole et de présenter, à la prochaine réunion du CE, avec le représentant régional de la FAO, un rapport commun sur les progrès réalisés grâce aux actions de coopération entre l'IICA et la FAO.

¹³ Étaient présents à la réunion les pays membres du CE suivants : Antigua et Barbuda, l'Argentine, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Mexique, le Nicaragua, le Panama et Sainte Lucie. Ont également participé à la réunion en qualité d'observateurs : le Brésil, le Canada, le Chile, Haïti et la République Dominicaine.

¹⁴ Au total, 32 États membres de l'IICA étaient présents.

- *Budget et finances* : Le Conseil a approuvé le rapport sur le recouvrement des quotes-parts des États membres, le rapport sur les états financiers de l'IICA pour 2015 et 2016 et le rapport des commissaires aux comptes ; il a accueilli avec satisfaction les vingt-deuxième et vingt-troisième rapports de la CRV et chargé le Directeur général de présenter à la prochaine réunion du CE, une proposition de budget des dépenses des fonds approuvés pour le programme-budget de 2019.
- *Questions relatives aux organes de direction de l'IICA* : Le Conseil a octroyé au Dr Víctor M. Villalobos Arámbula le titre de Directeur honoraire de l'Institut ; il a pris connaissance du rapport du Chili, en sa qualité de Représentant du Conseil près le Conseil supérieur et le Conseil d'administration du CATIE pour la période 2015-2017 ; il a également accueilli avec satisfaction les progrès réalisés en vertu des résolutions de la Dix-huitième réunion ordinaire du Conseil et des Trente-sixième et Trente-septième réunions ordinaires du CE ; il a enfin approuvé le tableau de roulement des États membres qui feront partie du CE pour la période 2019-2033.

Réunions officielles tenues en 2017

Nom officiel	Date	Lieu	Lieu et date de publication du rapport ou mémoire de la réunion
Réunion ordinaire 2017 de la Commission consultative spéciale pour les questions de gestion (CCSQG)	24 avril 2017	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 8 juin 2017
Trente-septième réunion ordinaire du Comité exécutif	18-19 juillet 2017	San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 25 septembre 2017
Première réunion extraordinaire du Comité exécutif 2017	24 octobre 2017	San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 31 janvier 2018
Dix-neuvième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (JIA)	25-26 octobre 2017	San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 16 février 2017

Principaux résultats de la gestion institutionnelle

Gestion stratégique

L'équipe de gestion a rempli les mandats du Comité exécutif (CE) et du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil). L'étude de base intitulée "Proposition de renforcement de la structure stratégique et financière de l'IICA" a été réalisée, conformément aux résolutions IICA/JIA/Res 501 (XVII-O/15) et IICA/CE/Res. 615 (XXXVI-O/16), et le "Programme d'action conjointe IICA/CATIE (PAC)" a été actualisé et a fait l'objet d'un suivi par le Comité de coordination et de suivi (en vertu de l'accord bilatéral souscrit), afin de consolider la relation entre les deux institutions et de répondre respectivement aux mandats des deux organes de direction.

Concernant le travail avec l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), il existe un projet de partenariat qui respecte les caractéristiques de chacune des institutions et prévoit les mécanismes de travail commun autour d'un programme technique partagé, en évitant les doublons et en complétant les compétences. Par ailleurs, les protocoles d'accords signés avec le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) ont permis la modernisation de la Bibliothèque commémorative Orton et de réaliser des actions communes en Bolivie, en Colombie et au Mexique. Deux programmes de maîtrise ont également été organisés avec le CATIE, en sécurité alimentaire et en gestion intégrale des bassins hydrographiques.

Les équipes de travail entre départements techniques et administratifs ont réussi à réexaminer 97 % des différents plans de travail suggérés pour l'année, et tous ont fait l'objet d'un processus opportun de suivi, de surveillance et d'autoévaluation, grâce au Système unique de gestion institutionnelle (SUGI). En réponse à la politique d'évaluation institutionnelle, les évaluations intermédiaires des projets phares ont été effectuées et il a été possible d'identifier les meilleures pratiques, les enseignements tirés et les opportunités d'amélioration pour la coopération technique de l'Institut. Dans le cadre d'un exercice interne d'amélioration continue, notre personnel a réalisé 77 autoévaluations des initiatives de coopération pour l'année 2017.

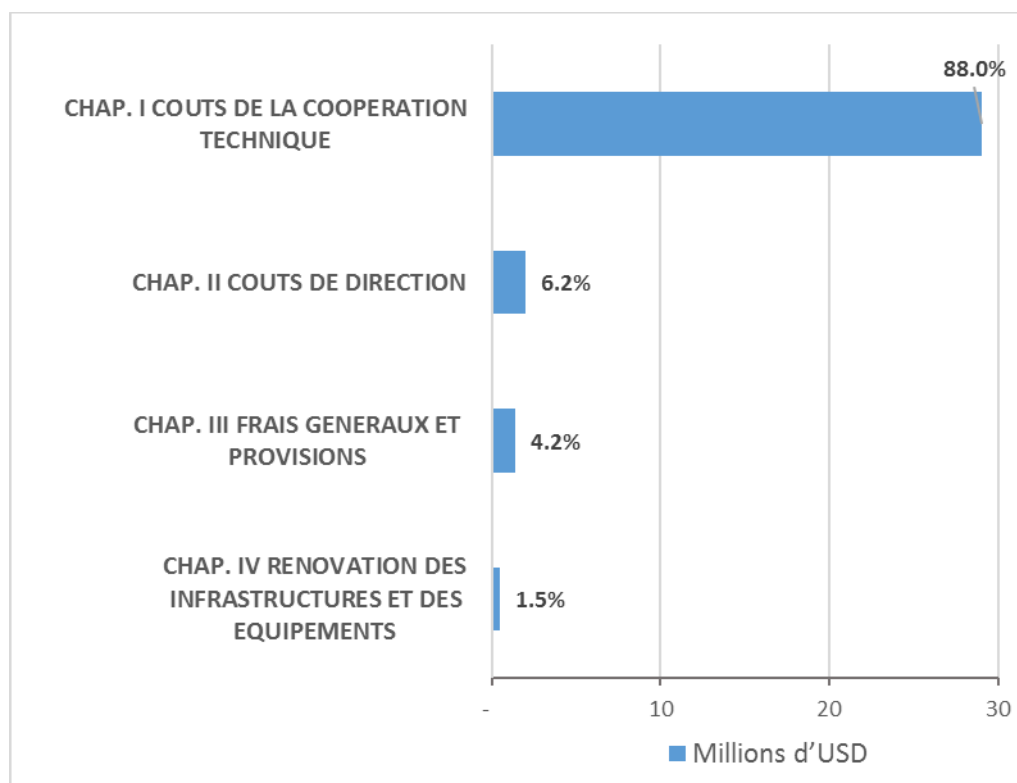
Les opérations de l'Institut et sa capacité à travailler en équipe et avec des partenaires sur la totalité du continent ont été mises en lumière grâce à 19 236 transmissions en "téléprésence". À la suite de cela, en 2017 et pour la première fois depuis la mise en œuvre par l'IICA de services de *webstreaming*, 20 000 personnes, au moins, ont suivi en direct, les transmissions de réunions techniques organisées par l'Institut.

Notre campus virtuel et l'Académie IICA ont permis à 6 643 personnes de participer à 18 cours virtuels donnés dans nos services, soit six fois l'objectif fixé en matière de nombre de participants. Des cours ont été conçus avec l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), avec le Collège mexicain du troisième cycle (COLPOS) et avec le Centre Geo, entre autres institutions. La couverture de ces cours a été élargie grâce aux plateformes Coursera et IDX, ce qui a élevé la participation à plus de 30 000 personnes.

Budget et finances

Le Budget de l'institution a été exécuté conformément au Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2014-2018. L'exécution du Fonds ordinaire a été de 32 972 003 USD, dont la répartition apparaît ci-dessous :

**Figure 2. Répartition de l'exécution du Fonds ordinaire par chapitre en 2017
(en millions d'USD)**



Les autorités et les organes de direction de l'IICA ont été informés de la situation des États membres en matière de paiement des quotes-parts de 2017 et des périodes antérieures. Les démarches réalisées pour le paiement des quotes-parts ont permis de recouvrer 29,3 millions d'USD, soit 97,73 % du budget annuel de ces ressources.

Il a été possible de garantir la fiabilité des informations financières et des états financiers de l'institution, grâce aux différentes unités qui ont réalisé leurs opérations dans le respect des principes comptables généralement acceptés aux États-Unis (USGAAP). Par ailleurs, une société spécialisée a été engagée pour élaborer des études actuarielles sur certaines indemnités de fin de contrat de fonctionnaires, conformément à la recommandation des commissaires aux comptes.

Le système SAP a été modernisé ainsi que son utilisation dans les bureaux régionaux grâce à un service de conseils, à des actions de formation, à la mise en œuvre de modules et à la mise au point de formulaires, conformément aux conditions requises par ces instances. Un

nouveau système de gestion des talents a été mis en œuvre, relié en ligne au processus des fiches de paie et intégré au système SAP pour la comptabilité, ce qui a entraîné une plus grande sécurité et un plus grand contrôle dans ce domaine. L'élaboration de rapports a également été optimisée grâce à ce système et les liens entre l'information financière de référence et le SUGI ont été améliorés.

La bonne gestion, en temps opportun, des fonds pour les opérations des bureaux et unités de l'IICA a permis de garantir la prestation opportune des services de coopération et de tirer parti des capacités institutionnelles de la meilleure manière possible. On peut citer concrètement :

- Le soutien du contrôle financier-comptable des projets de ressources externes, avec des données de référence, afin d'assurer le contrôle individualisé de 176 nouveaux projets ; l'examen des rapports financiers demandés par des contreparties et des partenaires, en s'assurant que les informations requises étaient dûment présentées ; et le respect de la conformité des principaux aspects des projets.
- L'utilisation du réseau des représentations afin d'améliorer l'efficacité de la prestation des services sur le continent, par le biais de la coordination de 870 procédures de recrutement et des paiements, entre le siège social et les bureaux.
- La réalisation de 5 491 paiements aux fournisseurs, aux fonctionnaires et aux entités publiques et privées, permettant ainsi de garantir que le siège dispose des biens et des services requis.

Talents humains

L'Institut a remis à jour et élargi son cadre normatif avec la promulgation de l'ordre exécutif des consultants 33/2017, qui vise à mettre en place un module de consultants au sein du SUGI. Des formations ont été organisées dans plusieurs représentations, afin de veiller à la bonne application du règlement. Le Manuel des stages professionnels a été publié et mis en œuvre.

Dans le domaine du développement humain, l'Académie IICA a été lancée. Il s'agit d'une plateforme virtuelle qui met à la portée de tous les fonctionnaires de l'Institut des cours virtuels fondés sur trois piliers : le savoir institutionnel, les compétences générales et les capacités technico-administratives, auxquels ont participé 264 personnes. De même, 37 actions de formation ont été réalisées (360 participants), le cours d'initiation pour les administrateurs a été amélioré et leurs connaissances en matière de protocoles de recrutement et de sélection de personnel ont été actualisées. Par ailleurs le programme d'anglais de l'institution a été renforcé dans ses deux modalités (virtuelle et en salle de classe), avec 105 participants de 18 représentations.

Dans le domaine du recrutement, des sources d'information nouvelles et gratuites offrant des professionnels potentiels ont été identifiées, et la méthodologie "Décision, interaction, sérénité et conformité" (DiSC)¹⁵ a été mise en œuvre comme complément

¹⁵ Cette méthodologie permet d'étudier le comportement naturel des personnes dans différentes situations.

en vue de la prise de décision en matière de choix des compétences des candidats qualifiés.

En vue de favoriser le bien-être à long terme de son personnel, l'IICA a consolidé le Programme Esplendor, qui a été offert aux nouveaux participants et qui se charge du suivi des fonctionnaires qui sont sur le point de prendre leur retraite et qui y avaient déjà participé. En outre, plusieurs campagnes de santé et de prévention des maladies ont eu lieu au siège et dans toutes les représentations de l'Institut. Un "Guide pour le développement de plans d'urgence" et le "Manuel des cas d'urgence" ont été élaborés ; ils donnent des conseils pour que les unités de l'Institut élaborent leurs propres plans d'urgence. En matière d'assurances, la couverture médicale a été étendue aux examens préventifs et aux soins dentaires.

L'Institut a mis au point la cartographie de 13 processus internes pour la gestion du personnel, dans le but d'en identifier les améliorations possibles, de les normaliser et de socialiser les résultats. En outre, le rôle que joue chaque fonctionnaire au sein de son équipe de travail a été identifié ainsi que la valeur ajoutée qu'il apporte aux résultats de la Division de gestion des talents.

Services

Les ressources budgétaires allouées pour 2017 ont été utilisées efficacement, grâce à une meilleure conscience, de la part des prestataires de services et des fonctionnaires en général, des pratiques susceptibles de réduire l'impact négatif sur l'environnement, comme l'utilisation de la lumière naturelle, l'utilisation de récipients en carton, le recyclage et le traitement des déchets polluants (toner et résidus électroniques, entre autres).

Il a été possible, grâce à cette façon responsable d'agir, de parvenir à une utilisation optimale des ressources budgétaires et financières, ce qui a permis d'améliorer l'équipement de chloration de l'eau, d'actualiser la plateforme informatique pour le contrôle des avoirs, d'entretenir au mieux le Centre de réadaptation physique et professionnelle, de fêter le soixante-quinzième anniversaire de l'Institut, d'améliorer l'image de certains lieux (le hall principal, par exemple) et les infrastructures (comme la Bibliothèque commémorative Orton à Turrialba, la Division de la gestion financière et la Division des services et du soutien administratif), de signer de nouveaux contrats institutionnels avec des compagnies aériennes et des hôtels, ainsi que d'acquérir des équipements qui produiront plus d'économies en 2018.

Le fonds budgétaire de roulement, créé en 2017 pour l'entretien des infrastructures, s'est avéré être un instrument utile qui a permis de prendre en charge 100 % des besoins, selon des critères raisonnables, équitables et durables. Le fonds d'autofinancement des services a atteint une rentabilité de 43 000 USD. En outre, la Commission institutionnelle des achats a répondu à 100 % des demandes présentées par les représentations et par le siège dans des délais inférieurs à cinq jours ; elles ont atteint la somme de 8 millions d'USD.

Annexes

Annexe 1

Liste de projets du Fonds de participation de l'IICA pour la coopération technique (FonCT) exécutés en 2017

Nom du projet	Pays concernés	Montant alloué en 2017 (USD)
Stratégies de vulgarisation : les petits agriculteurs et leur adaptation aux changements climatiques dans des territoires sélectionnés du Cône Sud	Argentine, Chili et Uruguay	5000
Innovation agricole pour la pérennité de la chaîne de valeur du biodiesel et du biokérosène	Brésil, Colombie et Mexique	4500
Développement des capacités institutionnelles en matière d'approches, de stratégies et de méthodologies participatives pour optimiser l'inclusion des jeunes dans l'agriculture et les territoires ruraux du Costa Rica, du Honduras, de la République Dominicaine et du Brésil	Costa Rica, Honduras, République Dominicaine et Brésil	6856
Renforcement des capacités agro-industrielles et associatives des organisations de petits producteurs (OPP) pour les relier aux marchés locaux grâce au modèle d'agro-industries du commerce équitable	Nicaragua, Costa Rica et Panamá	5000
Système de gestion stratégique pour le développement du territoire et de l'agriculture familiale	Brésil, Guatemala, Équateur, Honduras, Mexique, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Venezuela	5000
Amélioration des opportunités de valeur ajoutée des petits producteurs de cacao au Pérou et en République Dominicaine	Pérou et République Dominicaine	32 286
Développement du caractère institutionnel du sous-secteur des moyens de production biologiques commerciaux à usage agricole (inoculum et pesticides biologiques) afin de favoriser une agriculture moins polluante au Paraguay, en République Dominicaine et au Guyana	Paraguay, République Dominicaine et Guyana	101 178
Renforcement des processus d'innovation de l'agriculture familiale dans les pays du Cône Sud de l'Amérique	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay	131 500
Total alloué		291 320

Source : Secrétariat technique du FonCT et Direction de la programmation, du budget et du contrôle (DPPC).

Annexe 2

34 actions à réaction rapide exécutées en 2017

Année de début	Pays	Nom résumé	Montant alloué en 2017 (USD)
2017	Antigua et Barbuda	Restauration des communautés agricoles d'Antigua & Barbuda après le passage de l'ouragan Irma	9122
2017	Argentine	Elaboration d'un programme national pour le développement du secteur des moyens de production biologiques, concerté avec les acteurs du secteur	0
2016	Belize	Développement des capacités dans les écoles agricoles afin d'améliorer les moyens de subsistance de six communautés autochtones du Sud du Belize	13 460
2017	Belize	Soutien en planification et préparation de projets pour la mise en œuvre d'activités visant à améliorer le rendement de l'industrie de la banane	16 095
2017	Bolivie	Stratégie technique de communication du risque afin de soutenir la campagne de lutte contre l'invasion de sauterelles <i>Schistocerca cancellata</i>	9900
2017	Canada	Transfert de savoir et de compétences par le biais du Programme canadien des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS)	8322
2017	Chili	Récupération de l'apiculture affectée par les incendies dans la région d'El Maule, Chili	9999
2016	Colombie	Renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales pour les petits producteurs agricoles dans les zones prioritaires du PAM	21 559
2017	Colombie	Soutien à la mise en œuvre du Plan national sous-sectoriel de surveillance et contrôle des résidus de médicaments vétérinaires et des polluants chimiques chez les vaches laitières pour faciliter l'accès aux marchés de l'UE	18 235
2017	Colombie	Renforcement des capacités territoriales pour la mise en œuvre de l'Accord Fin pour l'arrêt du conflit et la construction d'une paix stable et durable sur le Territoire de l'Arriari en Colombie	49 997
2017	Dominique	Initiatives de restauration du secteur agricole pour les communautés rurales de la Dominique, après le passage de l'ouragan Maria	9400
2017	Équateur	Reprise émergente des activités de production dans la Province d'Esmeraldas – Phase I	26 512
2017	Équateur	Proposition de consolidation de l'initiative gouvernementale "Zéro carburants fossiles Galápagos"	0
2017	Équateur	Phase 2 – Mise en œuvre progressive du Programme de relance productive et agroproductive post-catastrophe pour la Province d'Esmeraldas, grâce à des initiatives territoriales	11 500
2017	Équateur	Mise à jour émergente du Plan national d'irrigation et de drainage de l'Équateur et mise au point de modèles opérationnels pour promouvoir l'agriculture irriguée dans le cadre de la mobilisation de la Gran Minga Nacional Agropecuaria	0
2016	El Salvador	Appui aux groupes caféiers pour la reprise du secteur du café en El Salvador	6450

2016	Jamaïque	Développement, en Jamaïque, des grains de café Blue Mountain recouverts de chocolat	1230
2016	Jamaïque	Structure de la population du pathogène de la rouille des feuilles de caféiers (<i>Hemileia. Vastatrix</i>) en Jamaïque	515
2016	Mexique	Mise en place du Système agroalimentaire localisé (SIAL) Figuier et figue de Barbarie dans l'État d'Hidalgo, au Mexique	29 000
2017	Mexique	Programme de changements climatiques et production agroalimentaire	25 000
2017	Multinational	Construction de capacités en santé agricole et sécurité sanitaire des aliments des productions de l'agriculture familiale	14 500
2017	Multinational	Développement du Plan de surveillance de la résistance antimicrobienne en santé animale pour le Chili, l'Équateur et la Colombie	11 476
2017	Multinational	Soutien à la mise au point d'une stratégie régionale pour renforcer la capacité de réaction à l'urgence phytosanitaire causée par la réapparition de la sauterelle (<i>Schistocerca cancellata</i>) en Argentine, en Bolivie et au Paraguay	47 169
2016	Panama	Appui au Plan recteur de l'Agro pour le repositionnement du secteur agricole dans la région occidentale du Panama	19 686
2016	Pérou	Modernisation de la gestion politique du Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation	25 000
2017	Pérou	Plan de gestion des risques face aux événements climatiques extrêmes pour l'élevage au Pérou	20 500
2017	Région Caraïbe	Soutien à la réunion annuelle CaribVet	17 500
2017	République Dominicaine	Catalyseur d'un programme multisectoriel de soutien à la gestion des eaux et des terres, devant la menace des changements climatiques en République Dominicaine	32 000
2016	Saint-Christophe-et-Nevis	Marché agricole en ligne : VRO AgroCommerce Online Farmers Marketplace	0
2017	Saint-Christophe-et-Nevis	Proposition d'appui à la restauration de l'agriculture à St-Christophe-et-Nevis, après l'ouragan Irma	11 400
2017	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Soutien du développement d'une industrie du café à St-Vincent-et-les-Grenadines et dans le Commonwealth de la Dominique	32 017
2017	Uruguay	Enquête d'opinion sur le secteur agricole uruguayen	10 000
2017	Uruguay	Soutien du processus de mise au point du Plan national de résistance antimicrobienne de l'Uruguay	9000
2016	Uruguay	Relevé des initiatives locales sur la valorisation des produits de la production familiale et étude des possibilités d'articulation et de synergies	2000
Total			518 544

Source : Direction de la programmation, du budget et du contrôle.

Annexe 3 Produits du savoir de l'IICA

Campus virtuel de l'IICA	18 cours disponibles ont bénéficié à 30 000 participants.
Alliance des services d'information agricole - SIDALC www.sidalc.net	L'Alliance, qui regroupe 177 institutions nationales de 22 pays, a facilité l'accès à 3 millions de références et à 240 154 documents dans leur intégralité, disponibles dans 347 bases de données, auxquelles ont accédé 4,9 millions de sessions, soit un total de 1,3 millions de visiteurs en une ou plusieurs fois. Les utilisateurs ont partagé 59 928 articles et documents, soit une mobilisation de plus de 2,4 millions d'USD en échanges de connaissances.
Répertoire des ressources pour la gestion de l'information - IMARK www.imarkgroup.org	Avec la FAO et d'autres organismes internationaux, il existe une plateforme qui offre 9 cours en anglais, 6 cours en français et 4 cours en espagnol, auxquels ont eu accès 6 508 utilisateurs au cours de 8 281 sessions.
AgriPerfiles http://agriperfiles.agri-d.net/	L'Institut a dirigé l'adaptation et l'exploitation, en Amérique Latine et aux Caraïbes, du système VIVO, dont la base d'information sur les professionnels et les spécialistes en agriculture des Amériques a été élargie. Cette plateforme contient actuellement 2 145 profils de professionnels associés à plus de 1 933 organisations.
Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire - Red INNOVAGRO www.redinnovagro.in	Ce réseau a fourni des contenus pour la formation d'au moins 15 000 personnes en innovation et en sécurité alimentaire. Il a également facilité l'échange d'expériences au cours de quatre tournées technologiques et a évalué et publié 31 innovations de ses membres, 1 méthodologie, 1 mémoire et 2 livres. Le portail web a enregistré 38 044 visites et les pages des réseaux sociaux 4 262 fans sur Twitter et 1 360 fans sur Facebook.
Site web de l'IICA www.iica.int	En 2017 l'IICA a publié 65 livres et documents techniques, tous disponibles en format numérique et sous licence <i>Creative Commons</i> .

Exemples de publications récentes :



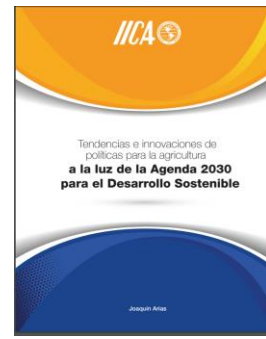
[Estado actual sobre la producción, el comercio y el cultivo del cacao en América](#)



[Caficultura: panorama actual en América Latina](#)



[Semblanzas de la agricultura de las Américas / Portrayal of Agriculture in the Americas](#)



[Tendencias e innovaciones de políticas para la agricultura a la luz de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible](#)

Source : Centre interaméricain d'information et de production éditoriale de l'IICA.

Annexe 4

Nombre de boursiers qui suivent des études de maîtrise et de doctorat dans les universités mexicaines dans le cadre du programme de 100 bourses CONACYT-IICA (promotion 2017)

L'objectif du nombre des boursiers de l'accord CONACYT-IICA a été, pour la troisième année, multiplié par trois, pour arriver à un total de 327 nouveaux boursiers en 2017.

Pays	Maîtrises*	Doctorats	Total
Argentine	8	4	12
Belize	4	1	5
Bolivie	8	1	9
Brésil	4	2	6
Chili	8	2	10
Colombie	253	18	271
Costa Rica	14	4	18
Dominique	2	0	2
Équateur	36	4	40
El Salvador	7	3	10
États-Unis	1	0	1
Grenade	1	1	2
Guatemala	16	0	16
Guyana	1	0	1
Haïti	11	1	12
Honduras	26	3	29
Nicaragua	12	2	14
Panama	6	1	7
Paraguay	8	0	8
Pérou	14	2	16
République Dominicaine	11	0	11
Sainte Lucie	2	1	3
Uruguay	2	0	2
Venezuela	17	6	22
Total	472	56	527

Source : Centre de promotion des capacités techniques et du leadership de l'IICA.

* Spécialités et maîtrises comptabilisées ensemble.

** Depuis le début du programme, 527 étudiants ont reçu leur diplôme ou vont le recevoir.

*** Le programme a bénéficié à 1 288 personnes depuis 2012.

Sigles

ACC	Adaptation aux changements climatiques
AF	Agriculture familiale
ALASA	Association latinoaméricaine pour le développement de l'assurance agricole
APHIS	Service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux
ATER	Services d'assistance technique et de vulgarisation rurale
CAC	Conseil agricole d'Amérique Centrale
CARDI	Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes
CATIE	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement
CE	Comité exécutif (IICA)
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CIAB	Commission interaméricaine de l'agriculture biologique
CIP	Centre international de la pomme
CIPV	Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux
CIRAD	Centre international de recherches pour le développement agricole
CONACYT	Conseil national de science et de technologie (Mexique)
COSAVE	Comité de santé végétale
CVP	Comité vétérinaire permanent
DVE	Rendement, vision et stratégie
EMBRAPA	Entreprise brésilienne de recherche agricole
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FONTAGRO	Fonds régional de technologie agricole Fondo Regional de Tecnología Agropecuaria
FORAGRO	Forum des Amériques pour la recherche et le développement technologique agricole
FSMA	Loi américaine de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (Allemagne)
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
INTA	l'Institut national de technologie agricole (Argentina)
Le Conseil	Conseil interaméricain de l'agriculture (IICA)
MAG	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Paraguay)
MERCOSUR	Marché commun du Sud
NIMF	Normes internationales pour les mesures phytosanitaires
OIE	Organisation internationale de la santé animale
OIMA	Organisation d'information sur les marchés des Amériques
OIRSA	Organisme international régional de Santé agricole
ONG	Organisations non gouvernementales
ONPF	Organisations nationales de protection phytosanitaire
PMP	Plan à moyen terme (IICA)

PROCAGICA	Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et technologie agricole pour la Région Nord
PROCISUR	Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud
PROCITROPICOS	Programme coopératif de recherche, développement et innovation agricole pour les tropiques sudaméricains
PROMECAFÉ	Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture
RAM	Résistance antimicrobienne
REAF	Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale
Red INNOVAGRO	Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire
SAIA	Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments
SICA	Système intensif de culture du riz
SIMA	Systèmes d'information sur les marchés agricoles
SUGI	Système unique de gestion institutionnelle (IICA)
UE	Union Européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis